

Les pressions sur le secteur des matières premières en Suisse



Travail de Bachelor réalisé en vue de l'obtention du Bachelor HES

par :

Ayan AHMED

Conseiller au travail de Bachelor :

Georg NANEIX, professeur HEG

Genève, le 12 août 2013

Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)

Filière Economie d'entreprise

Déclaration

Ce travail de Bachelor est réalisé dans le cadre de l'examen final de la Haute école de gestion de Genève, en vue de l'obtention du titre Bachelor HES en économie d'entreprise. L'étudiant accepte, le cas échéant, la clause de confidentialité. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans le travail de Bachelor, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité de l'auteur, ni celle du conseiller au travail de Bachelor, du juré et de la HEG.

« J'atteste avoir réalisé seule le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie. »

Fait à Genève, le 12 août 2013

Ayan AHMED

Sommaire

La Suisse jouit d'atouts spécifiques certains, qui lui permettent de se distinguer nettement par rapport à d'autres places financières : d'abord parce qu'elle est géographiquement et stratégiquement bien située, proche des principaux autres centres financiers, avec un environnement politique et juridique stable.

Ensuite parce qu'elle possède une population cosmopolite parlant une multitude de langues ainsi que des ressources en main-d'œuvre hautement qualifiée et avec un savoir-faire recherché dans de nombreux secteurs.

La Suisse possède des atouts d'ordre fiscaux non négligeables, jouit d'une tradition bancaire réputée dans le monde, ainsi que d'une place financière forte, avec une abondance de services financiers, et de ce fait, de nombreuses banques nationales et étrangères sont domiciliées sur son territoire.

Ses atouts ont notamment permis de propulser sur le devant de la scène deux de ses villes Genève et Zurich. Elles se retrouvent dans le top 10 du classement du « the global Financial Center Index » des places financières globales les plus attractives.¹

Quelle est l'ombre au tableau ?

Ces mêmes atouts et avantages comparatifs attirent et suscitent la convoitise de certains pays étrangers. La Suisse est soumise à d'énormes pressions dans plusieurs domaines de son économie, car, selon le secrétaire général de l'UDC vaudoise, Claude-Alain Voiblet, «La Suisse serait jalousée».²

Ces jalousies et convoitises, expliqueraient les assauts multiples à l'encontre de cet Etat de droit. En effet, la Suisse est attaquée de toutes parts, sur deux axes majeurs : sur son système bancaire et sur son système fiscal.

Nous traiterons plus en détail des attaques sur son système fiscal dans le négoce de matières premières.

¹The Global Financial Centres Index 12 [en ligne].

<http://www.longfinance.net/Publications/GFCI%2012.pdf> (consulté le 5 janvier 2013)

²VOIBLET, Claude-Alain Les Blogs [en ligne]. 10.12.2012.

<http://claud-alainvoiblet.blog.24heures.ch/> (consulté le 15 janvier 2013)

Remerciements

Je tiens à remercier vivement M. Georg Naneix, mon conseiller pour ses nombreux conseils judicieux et d'avoir pris le temps de me suivre.

Je tenais également à remercier mes amis qui m'ont apporté leur aide dans la relecture, la correction et qui m'ont soutenu aussi dans la réalisation du travail.

Par ailleurs, je remercie toutes les autres personnes qui m'ont éclairé et aidé dans l'étude de mon travail de Bachelor, de par les entretiens qu'ils m'ont accordé.

Table des matières

Déclaration.....	i
Sommaire.....	ii
Remerciements	iii
Liste des tableaux	vi
Liste des figures.....	vi
1. Introduction : Le négoce de matières premières	1
2. Le secteur des matières premières.....	3
2.1 Définition de la notion de matières premières	3
2.1.1 Charte de La Havane	3
2.2 Les domaines d'activités des entreprises de matières premières	3
2.3 Les fonctions essentielles du commerce de matières premières	4
3. Le secteur des matières premières en Suisse	5
3.1 Historique	5
3.2 Situation actuelle	6
3.2.1 Les principales places mondiales du négoce de matières premières	6
3.2.2 Les chiffres clés en Suisse.....	7
3.2.3 Les parts de marché de la Suisse dans diverses matières premières	8
3.2.4 Les entreprises du secteur en Suisse.....	10
3.2.5 Les principales villes	10
3.3 Climat favorable en Suisse.....	11
4. Les critiques sur le commerce de matières premières en Suisse	13
4.1 Les catégories de critiques	15
4.2 Fiscalité en Europe	15
4.3 Le transfert des bénéfices vers la Suisse	16
5. Fiscalité des entreprises en Suisse	18
5.1 Définition de la notion de l'impôt.....	18
5.1.1 Xavier Oberson	18
5.2 Rôle de l'impôt	18
5.2.1 La Déclaration des droits de l'homme	18
5.3 Le système fiscal suisse	19
5.3.1 La Confédération.....	19
5.3.2 Les Cantons.....	19
5.3.3 Les Communes	20
5.4 Assujettissement	20

5.5	Catégories d'impôt sur les entreprises	20
5.6	L'impôt sur le bénéfice des sociétés anonymes.....	21
5.6.1	Les centimes additionnels à Genève.....	21
5.6.2	Le calcul de l'impôt total sur le bénéfice à Genève.....	22
6.	Imposition réduite des entreprises en Suisse	24
6.1	Les différents statuts fiscaux spéciaux en Suisse	24
6.2	Le statut de société auxiliaire à Genève.....	25
6.2.1	Définition de la société auxiliaire à Genève	25
6.2.2	Base légale de la société auxiliaire	25
6.2.3	Les conditions de fonds : « essentiellement » et « subsidiaire ».....	26
6.2.4	Les données sur les sociétés auxiliaires	26
6.3	Exemple dans le canton de Genève.....	28
6.3.1	Impôt sur le bénéfice de la société auxiliaire	28
6.3.2	Répartition des charges et produits selon leur provenance	29
6.3.3	Comparaison 2011.....	31
7.	Comparaison internationale	32
7.1	Imposition ordinaire des entreprises.....	32
7.1.1	La position des cantons suisses dans le classement mondial	32
7.1.2	Hong-Kong et Singapour.....	32
7.2	Les pratiques fiscales dans les pays étrangers.....	34
7.2.1	Grande-Bretagne, Pays-Bas et Singapour	35
7.3	Hypothèse concernant le niveau d'imposition faible en Suisse	36
8.	Synthèse.....	38
8.1	La Suisse, pays complice du pillage des ressources naturelles ?.....	38
8.2	La Suisse applique-t-elle une politique sectorielle ?.....	41
8.3	La Suisse, plus permissive que les autres pays ?.....	42
9.	Conclusion	43
9.1	Les raisons de lutter	44
10.	Bibliographie.....	45
Annexe 1	.....	48
Taux d'impôt et centimes additionnels sur le bénéfice	.....	48
Annexe 2	.....	50
Statut de société auxiliaire	.....	50
Annexe 3	.....	54
Les sociétés auxiliaires à Genève	.....	54
Annexe 4	.....	55
Les 10 premières destinations européennes des investisseurs étrangers en 2011	.....	55

Liste des tableaux

Tableau 1 Calcul de l'impôt fédéral, cantonal et communal 2012	23
Tableau 2 Répartition des charges et produits en 2011	30
Tableau 3 Comparaison de l'impôt sur le bénéfice en 2011	31

Liste des figures

Figure 1 Les places du négoce dans le monde	7
Figure 2 Evolution des recettes du commerce de matières premières.....	8
Figure 3 Parts de marché en % dans le pétrole, céréales et métaux	9
Figure 4 Les sociétés auxiliaires à Genève	27
Figure 5 Classement mondial des pays en 2012	33
Figure 6 Comparaison internationale de l'endettement en % du PIB	37

1. Introduction : Le négoce de matières premières

Dans les différends qui opposent la Suisse à certains pays étrangers, notamment aux États-Unis et à l'Union européenne, l'activité de négoce de matières premières en Suisse entre en ligne de mire.

On ignore généralement que ce secteur incontournable et loin de l'attention publique contribue grandement à la réputation commerciale de la Suisse. Elle se situe au premier rang dans le commerce mondial de plusieurs matières premières, par exemple pour les céréales et le pétrole (voir le point 3.2.3).

Dans l'environnement actuel, le secteur n'échappe pas aux attaques et un certain malaise persiste, notamment à cause des diverses allégations et des révélations dans les médias³.

Certaines organisations non gouvernementales reprocheraient, par exemple, à une grande entreprise de matières premières basée en Suisse d'avoir violé ces dernières années les droits humains et environnementaux au Congo.⁴

La seconde critique a trait aux statuts fiscaux. Les régimes fiscaux accordés aux sociétés de négoce de matières premières sont perçus au plan international comme des pratiques anticoncurrentielles favorisant le pillage des pays en développement.

Ces attaques et pressions incessantes posent des problèmes pour le paysage politique qui craint qu'à long terme cela ne pénalise l'attractivité de la Suisse dans le négoce de matières premières.

L'objectif de ce travail est de vérifier si :

1. La Suisse est complice du pillage des ressources naturelles des pays en développement, de par sa manière de procéder dans le traitement fiscal des bénéfices « étrangers »

³ «SWISS TRADING SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières ». Déclaration de Berne (Éd.), deuxième édition, 359 pages, Lausanne, avril 2012

⁴ Source : Attac Suisse [en ligne].

<http://www.suisse.attac.org/La-multinationale-suisse-Glencore> (consulté le 20 janvier 2013)

2. La Suisse, Etat au cœur de l'Europe, applique une politique fiscale sectorielle destinée aux entreprises actives dans le secteur des matières premières
3. La Suisse, plus permissive que les autres pays.

Nous verrons si ces allégations sont justifiées ou non.

Le présent travail est articulé en cinq parties :

1. Définition de la notion de matières premières
2. Historique et vue d'ensemble du commerce des matières premières en Suisse
3. Identifier et catégoriser les principales critiques du commerce de matières premières en Suisse
4. Analyse de l'imposition des entreprises en Suisse
5. La Suisse en comparaison avec des pays étrangers en matière d'imposition des entreprises.

2. Le secteur des matières premières

2.1 Définition de la notion de matières premières

2.1.1 Charte de La Havane

Il importe auparavant de s'entendre sur la notion de matières premières.

Selon la charte de La Havane de 1948, elles sont définies comme étant:

*« Tout produit de l'agriculture, des forêts et de la pêche et tout minéral, que ce produit soit sous sa forme naturelle, ou qu'il ait subi la transformation qu'exige communément la vente de quantités importantes sur le marché international ».*⁵

A son niveau le plus élémentaire, le commerce de matières premières désigne, au sens strict du terme, l'échange de biens extraits de la nature qui peuvent être utilisés comme bruts ou raffinés.

Ce secteur a la particularité d'offrir un éventail de produits diversifiés, comprenant tant des denrées alimentaires que des produits énergétiques essentiels.

2.2 Les domaines d'activités des entreprises de matières premières

Les domaines d'activités des entreprises du secteur des matières premières sont répartis en trois catégories:⁶

1. Les produits agricoles
2. Les énergies
3. Les métaux & minerais.

Ce commerce est principalement basé sur l'achat et la vente de cargaisons physiques de matières premières entre producteurs et acheteurs.

⁵Charte de La Havane [en ligne].

http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/havana_f.pdf (consulté le 10 février 2013)

⁶Option majeure haute école de gestion « Introduction au négoce de matières premières ». 12.2012

De plus, une multitude d'opérations telles que la production, l'extraction, le transport, la transformation des produits bruts et le stockage sont également liées au commerce physique de matières premières.⁷

2.3 Les fonctions essentielles du commerce de matières premières

Le commerce de matières premières a pour vocation de satisfaire deux fonctions essentielles:⁸

- Transporter la matière première de la zone en excès vers la zone en déficit
- Transporter une qualité qui peut par exemple être inadaptée dans une zone géographique où elle est produite, à une autre zone où elle est demandée. Cette fonction découle du fait que pour une même matière première, il existe une multitude de qualités et de variétés différentes dans le monde qui peuvent faire l'objet d'échanges.

⁷Option majeure haute école de gestion « Introduction au négoce de matières premières ». 12.2012

⁸Option majeure haute école de gestion « Introduction au négoce de matières premières ». 12.2012

3. Le secteur des matières premières en Suisse

3.1 Historique

La Suisse ne dispose pas de ressources naturelles de gisements, néanmoins elle est parvenue à se positionner à l'échelle mondiale comme une des principales places de négoce de matières premières en quelques décennies.

Le développement historique de la Suisse dans le secteur des matières premières a construit sa réputation de plaque tournante au fil du temps, et son succès repose donc principalement sur une longue tradition.

Le commerce de matières premières a commencé à se développer dans les années 1848 grâce à de grandes entreprises, telles qu'Henri Nestlé (1839), Volkart Brothers (1851) et André & Cie (1877).⁹

En outre, le développement des entreprises de matières premières en Suisse fut renforcé grâce à sa stabilité politique et économique, notamment lors de divers événements géopolitiques:¹⁰

- La neutralité de la Suisse pendant les différentes guerres, lors de la première et la Deuxième Guerre mondiale, incita les maisons de grains et d'autres entreprises étrangères à s'établir sur le sol helvétique.
- La crise du pétrole favorise aussi l'implantation d'entreprises pétrolières du proche orient en 1970. Sa stabilité économique pendant cette période lui a permis une excellente position dans les relations commerciales avec celles-ci.
- Dans les années 1990, des entreprises russes de pétrole s'installent dans le canton de Zoug. Celles-ci ont permis d'accroître le volume des échanges.

⁹ SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 03.2013. P.14

http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15 mai 2013)

¹⁰ SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 03.2013. P.14

http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15 mai 2013)

D'autres événements ont également permis le développement de ce secteur en Suisse, notamment l'arrivée de la Société Générale de Surveillance (SGS)¹¹ en 1915 à Genève.¹²

3.2 Situation actuelle

Si l'on s'appuie sur les données du commerce de matières premières (dit commerce de transit)¹³, de la Banque Nationale Suisse (BNS) et de l'Association Geneva Trading and Shipping (GTSA)¹⁴, les signes de succès des sociétés de négoce de matières premières sur l'économie suisse sont nombreux.

Tous les signes que nous analyserons ci-dessous suffisent à montrer l'importance du secteur des matières premières et sa contribution dans l'économie suisse ainsi que l'importance de la Suisse dans ce secteur.

3.2.1 Les principales places mondiales du négoce de matières premières

Au niveau mondial, la Suisse occupe une place fondamentale dans le négoce de matières premières.

Il convient également de souligner que d'autres places dans le monde sont aussi importantes et concurrencent la Suisse comme l'illustre la figure 1 à la page suivante.¹⁵

Il y a, notamment :

- Londres
- Singapour
- Chicago

¹¹ SGS : La Société Générale de Surveillance est active dans le domaine du contrôle et de la certification

¹²Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.8

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

¹³Le commerce de transit : Terme utilisé par la BNS

¹⁴GTSA : Organisme qui représente le négoce de matières premières à Genève

¹⁵GTSA. *Le secteur des matières premières et son financement* [en ligne]. 12.06.2012
http://www.swissbanking.org/fr/20120612-Praesentation_Zukunftsegemente-Thomann_d.pdf
(Consulté le 15 mai 2013)

Figure 1
Les places du négoce dans le monde



http://www.swissbanking.org/fr/20120612-Praesentation_Zukunftselemente-Thomann_d.pdf

3.2.2 Les chiffres clés en Suisse

Le commerce de matières premières a progressé de 5.5% par an de 2001 à 2008.¹⁶ De plus, les recettes issues du commerce de matières premières sont passées de 1 milliard de francs en 2001 à 14 milliards en 2009.¹⁷ En outre, selon le centre de recherche conjoncturelle (KOF), le chiffre d'affaires du secteur atteignait 17 milliards en 2010. Enfin, l'année suivante les recettes étaient de 20 milliards de francs et représentaient environ 3.5% du produit intérieur brut (PIB) et dépassaient celle du tourisme.¹⁸

Le graphique à la page suivante illustre la progression remarquable des recettes du commerce de matières premières depuis 1980 en Suisse.

¹⁶ Bak Basel Economics. *Le commerce suisse* [en ligne]. P.19
http://www.bakbasel.com/downloads/services/reports_studies/2011/facts_figures_schweizer_ha_n_d_e_l_fr.pdf (consulté le 10 janvier 2013)

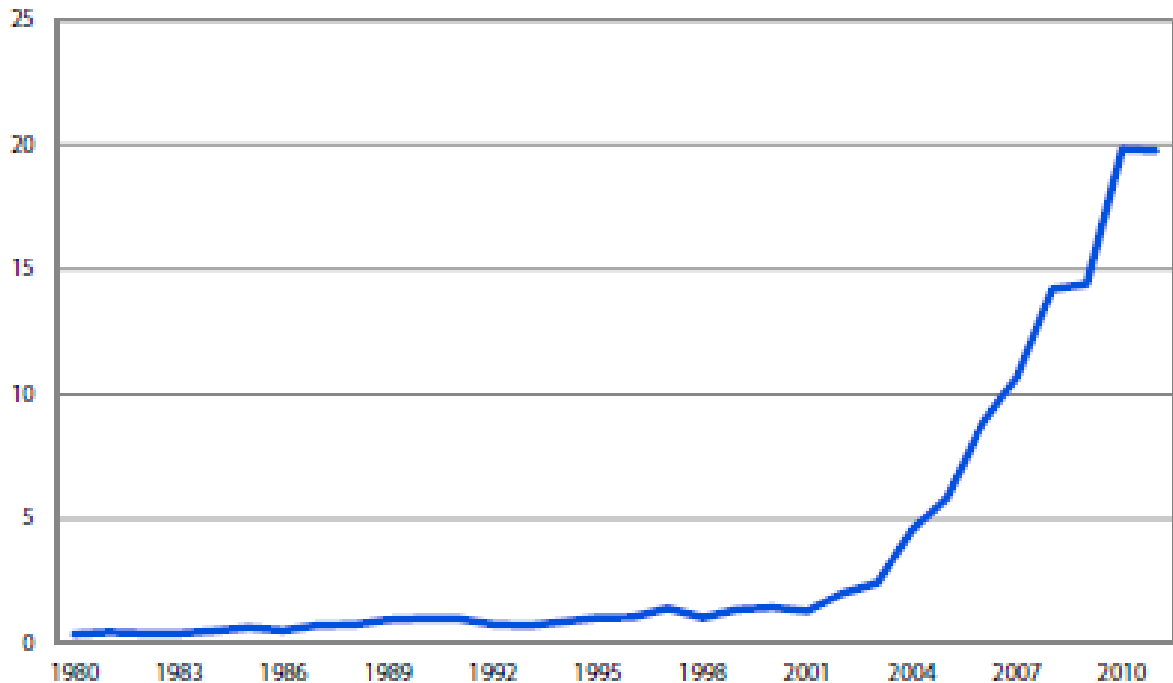
¹⁷ Banque Nationale Suisse. *Balance suisse des paiements* [en ligne]. Rapport daté de 2010. P.11

http://www.snb.ch/fr/mmr/reference/balpay_2010/source (consulté le 10 janvier 2013)

¹⁸ Confédération Suisse. Département fédéral des affaires étrangères. *La Suisse et le négoce de matières premières : Enjeux économiques et financiers* [en ligne]. 27.03.2013
<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/dossie/rohsto/eco.html.html> (consulté le 10.04.2013)

Figure 2
Evolution des recettes du commerce de matières premières
(Dit commerce de transit) de 1980 à 2011

En milliards de CHF



http://shop.sba.ch/999930_f.pdf

3.2.3 Les parts de marché de la Suisse dans diverses matières premières

En ce qui concerne son positionnement, la Suisse occupe une place fondamentale dans le commerce de plusieurs matières premières par rapport au reste du monde:¹⁹

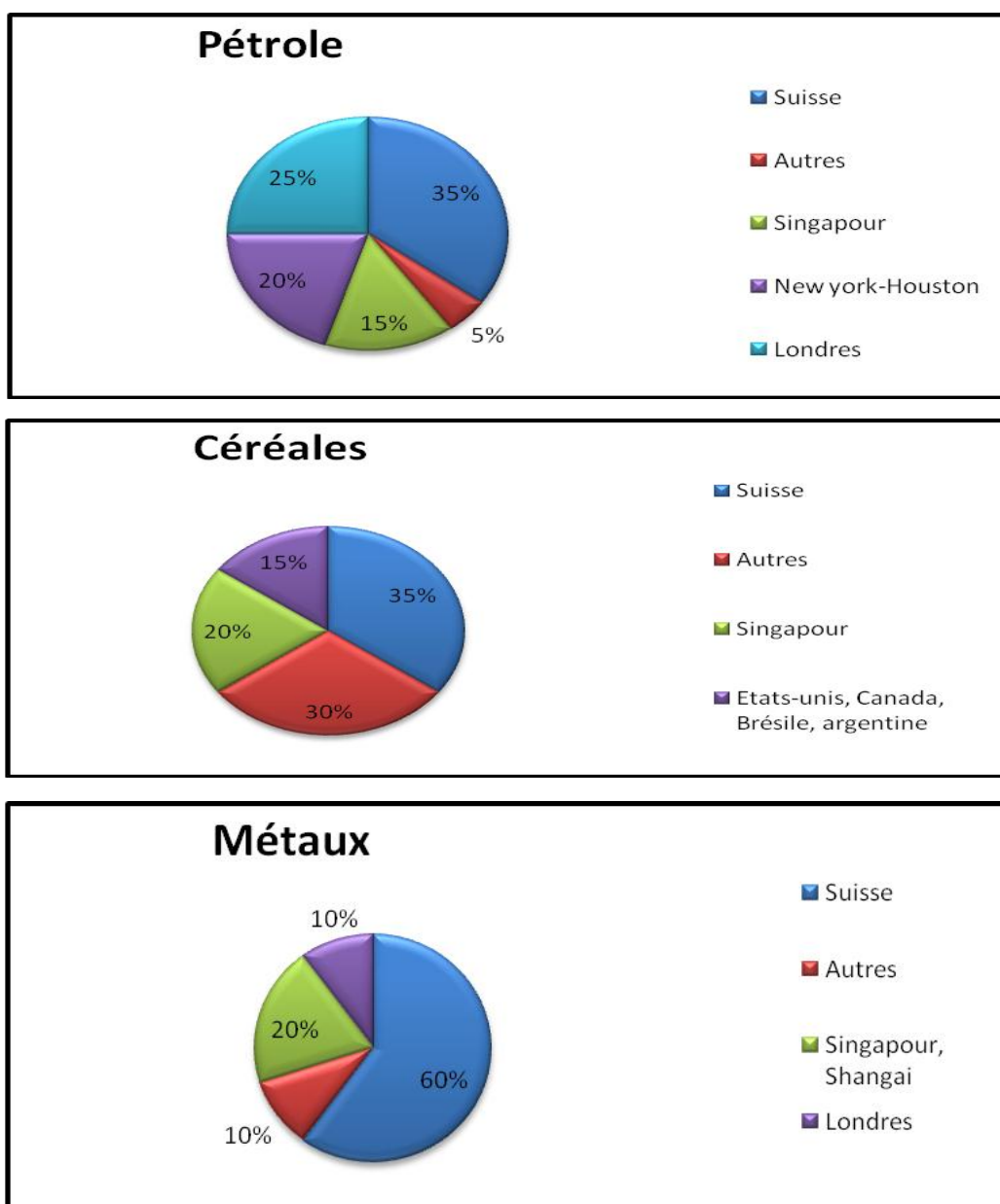
1. Le commerce de métaux en Suisse représente 60% du commerce mondial
2. Elle traite 60% du commerce mondial de café
3. Elle joue aussi un rôle important dans le commerce de sucre avec environ 50% du commerce mondial
4. Elle s'est hissée à la première place dans le commerce de pétrole avec 35% des parts de marché. Elle a détrôné ainsi la ville de Londres en 2010.

¹⁹SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 03.2013. P.14
http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15 mai 2013)

5. Elle figure en tête du classement dans le commerce de céréales avec 35% de parts de marché.

Les graphiques ci-dessous nous donneront une idée plus précise de la position de la Suisse dans les commerces de pétrole, céréales et métaux en comparaison avec d'autres pays.²⁰

Figure 3
Parts de marché en % dans le pétrole, céréales et métaux



Tribune de Genève 28.08.2012

²⁰ ROSSIER, Roland. *Londres perd pieds*. Tribune de Genève [en ligne]. 28.08.2012.

3.2.4 Les entreprises du secteur en Suisse

Parmi les multiples acteurs installés en Suisse, on dénombre autant de petites entreprises que de grands acteurs, comme le géant pétrolier Vitol. Ce dernier a d'ailleurs été classé par l'hebdomadaire « handelszeitung » en 2011 comme entreprise suisse au plus grand chiffre d'affaires avec 279.1 milliards de francs.²¹

D'autres entreprises sont aussi dans le classement « Handelszeitung ». On y trouve classées parmi les 20 premières, des sociétés telles que Glencore International AG (174.9 milliards) et Trafigura (114.7 milliards).²²

Au total dans toute la Suisse, il existe 570 entreprises qui exercent une activité dans le négoce de matières premières.²³

3.2.5 Les principales villes

Certaines villes suisses, telles que Zoug et Genève sont des centres importants dans le secteur du commerce des matières premières. C'est dans ces deux villes que sont installées les plus grandes entreprises de matières premières.

3.2.5.1 Zoug

Zoug est notamment une ville très importante dans le commerce des minéraux et métaux²⁴. On trouve, par exemple, les plus grandes entreprises actives dans les métaux et minerais, tels que l'entreprise Xstrata, la 4^{ème} plus grande entreprise minière au niveau mondial.²⁵

Il existe 100 sociétés qui exercent une activité dans le négoce de matières premières et qui emploient environ 2000 personnes dans le canton.²⁶

²¹Handelszeitung [en ligne].

<http://www.handelszeitung.ch/top-2012> (consulté le 15 2013)

²² Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.12

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

²³ SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 03.2013. P.16

http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15.05.2013)

²⁴ ALLEN, Matt. *La vraie valeur de l'industrie du négoce*. Swissinfo.ch [en ligne]. 20.09.2012 http://www.swissinfo.ch/fre/economie/La_vraie_valeur_de_lindustrie_du_negoce.html?cid=33547182&autoplay=yes (consulté le 03.03.2013)

²⁵ Déclaration de Berne [en ligne]. 27.01.2012

<http://www.evb.ch/fr/p25019862.html> (consulté le 01.03.2013)

²⁶ SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 03.2013. P.6

3.2.5.2 Genève

Dans cette étude, nous allons nous concentrer sur l'activité de négoce de matières premières dans le canton de Genève.

Genève est un centre important dans le commerce de matières premières, elle s'est imposée, notamment dans:²⁷

- 1 Le négoce de pétrole. Elle traite un tiers des volumes mondiaux de pétrole brut et de ses produits dérivés.
- 2 Elle se situe au premier rang mondial dans le financement du négoce de matières premières.
- 3 Elle assure 22% du transport maritime sur le plan mondial des matières premières.

Selon les estimations de l'Association Geneva Trading and Shipping (GTSA) Genève abrite plus de 400 entreprises de négoce de matières premières²⁸ qui emploient environ 8'000 personnes.

On trouve des grandes entreprises actives dans le négoce de matières premières, tels que Vitol, Bunge et Cargill dans le canton.

3.3 Climat favorable en Suisse

Dans l'ensemble, les entreprises établies en Suisse dans le domaine se sont développées grâce à diverses caractéristiques et sur des conditions-cadres favorables. Ces dernières ont permis à la Confédération de construire et de développer son renom dans ce secteur.

D'après l'étude réalisée par la banque UBS, la présence de ces sociétés sur le territoire helvétique s'explique, notamment par:²⁹

http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15 mai 2013)

²⁷ Option majeure haute école de gestion « Introduction au négoce de matières premières ». Présentation UBS .3. 05.2013

²⁸ Genève Place Financière [en ligne].

<http://www.geneve-finance.ch/place-financiere/faits-et-chiffres> (consulté le 15 février 2013)

²⁹ Option majeure haute école de gestion « Introduction au négoce de matières premières ». Présentation UBS .3. 05.2013

1. Un environnement juridique, politique et économique stable
2. Le savoir-faire des banques spécialisées dans le financement du secteur
3. La forte présence des sociétés de shipping³⁰ et de certification
4. Le système fiscal suisse
5. Une bonne qualité de vie
6. La disponibilité de compétences hautement formées et spécialisées (par exemple : Master en commodity trading à Genève).

³⁰Shipping : Terme anglais utilisé pour parler du transport maritime des matières premières

4. Les critiques sur le commerce de matières premières en Suisse

Cet univers discret de l'économie suisse, a été contraint de lever le voile au cours de ces dernières années sur une grande partie de ces activités.

En effet, on commence à parler davantage de ces entreprises dans divers rapports, dans les journaux et dans des initiatives publiés contre le secteur des matières premières.

Le secteur est sous l'attention, notamment des organisations non gouvernementales (ONG) qui se mobilisent de plus en plus. Les allégations de certaines ONG à l'encontre des entreprises basées en Suisse sont nombreuses.

Elles induisent, par exemple, que ces sociétés auraient et adopteraient des comportements abusifs et répétitifs sur les territoires étrangers, allant du non-respect des droits de l'homme lors de l'extraction des matières premières jusqu'aux pillages des ressources des pays en développement.

Certains exemples donnés ci-dessus reflètent une image négative. Nous les citerons sans toutefois leur accorder de crédit.

Il y a notamment :

1. La déclaration de Berne (DB)

En 2011, la déclaration Berne, association suisse active sur les problèmes que soulèvent les inégalités dans le monde et dans le développement de relations équitables entre la Suisse et les pays en développement, a publié un ouvrage de référence sur le secteur des matières premières, intitulé « *Suisse Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières* ».

Cet ouvrage aborde, les cas d'entreprises de matières premières qui sont accusées de violer l'environnement, les droits humains et la fiscalité des pays producteurs.

En outre, la DB fait régulièrement appel aux autorités suisses pour dénoncer des cas d'entreprises de négoce qui, selon elle, seraient peu scrupuleuses.³¹

« *[Elles] profitent des zones grises du système helvétique pour engranger des profits colossaux sur le dos des pays riches en ressources naturelles* »

³¹ Déclaration de Berne [en ligne].
<http://www.evb.ch/fr/p5512.html> (consulté le 15 mars 2013)

2. Manifestations à Lausanne

Le 15 avril 2013, plusieurs organisations non gouvernementales suisses (ONG) ont lancé une manifestation pour s'opposer au sommet mondial des matières premières à Lausanne qui réunit les plus grandes entreprises du secteur.³²

Ils disent, notamment que :

« Des avantages fiscaux exorbitants attirent les multinationales du trading comme des mouches. »

Dans le communiqué, de Suisse Attac, on peut y lire que cette ONG veut :

*« L'abandon des privilèges fiscaux octroyés à ces entreprises et pour la transparence des flux financiers issus de l'exploitation des matières premières. »*³³

3. Les journalistes et les médias

A cette problématique s'ajoute le fait que les matières premières intéressent de plus en plus de personnes, notamment les journalistes.

Aujourd'hui, le secteur se retrouve régulièrement dans le paysage médiatique. Parmi les nombreux articles des médias dédiés au secteur, le 27 août 2012, on pouvait lire dans un article du journal Le Temps:³⁴

« Les pressions de l'UE menacent le paradis du négoce. »

Cet article fait référence aux régimes fiscaux cantonaux des entreprises du négoce de matières premières qui opposent la Suisse à l'Union européenne (voir le point 4.2).

³²Suisse Attac. *Non au sommet mondial des matières premières* [en ligne]. 04.02.2013 <http://www.suisse.attac.org/-88-Angles-d-Attac-No-88-fevrier-> (consulté le 15 mars 2013)

³³ Suisse Attac. *Non au sommet mondial des matières premières* [en ligne]. 04.02.2013 <http://www.suisse.attac.org/Appel-a-manifester-le-17-4-a> (consulté le 15 mars 2013)

³⁴BESSON, Sylvain. *Les pressions de l'UE menacent le paradis du négoce*. Le Temps [en ligne]. 27.08.2012 http://www.letemps.ch/Page/Uuid/3518abf6-efba-11e1-8bdb-e94a7ecbe188/Les_pressions_de_lUE_menacent_le_paradis_du_n%C3%A9goce (consulté le 20.02.2013)

4.1 Les catégories de critiques

On peut regrouper les principales critiques sur le secteur dans ces deux catégories :

1. Les critiques éthiques relatives aux droits environnementaux et aux droits de l'homme
2. Les critiques liées à la fiscalité des entreprises de matières premières relatives à la fiscalité en Europe et aux problèmes du transfert des bénéfices provenant de l'exploitation des matières premières.

Toutes ces critiques ont principalement été engendrées et animées par un certain nombre de préoccupations et d'interrogations liées aux activités de ces sociétés à l'échelle internationale et nationale.

Dans ce chapitre, nous détaillerons uniquement les critiques liées à la fiscalité.

4.2 Fiscalité en Europe

Depuis 2007, les pressions sont accentuées par le fait que les régimes fiscaux spéciaux cantonaux de certaines entreprises, notamment les entreprises de matières premières, sont fortement contestés et remis en cause par l'Union européenne (UE), les qualifiant de concurrence fiscale déloyale.³⁵

L'Union européenne s'attaque ouvertement aux régimes fiscaux, plus particulièrement les statuts de sociétés auxiliaires et de holding applicable aux entreprises basées en Suisse. Elle conteste le fait que les entreprises puissent bénéficier d'une imposition réduite pour les bénéfices de source étrangère (voir le point 6).

En 2010, elle (UE) demande à la Suisse de s'aligner aux autres pays européens selon les principes du code de bonne conduite et de mettre fin à ces statuts fiscaux, faute de quoi la Suisse serait inscrite sur une liste noire.³⁶

Le 4 juillet 2012, le Conseil fédéral a accepté d'adopter un mandat de dialogue avec l'Union européenne relatif à l'imposition des entreprises pour régler ce différend fiscal.

³⁵Confédération suisse. Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales. *Fiscalité des entreprises : dialogue avec l'UE* [en ligne]. 17.05.2013
<http://www.sif.admin.ch/themen/00502/00759/00853/index.html?lang=fr> (consulté le 20.05.2013)

³⁶ Liste noire : Par opposition à la liste blanche. Il s'agit d'un document qui regroupe une liste des pays non-coopératifs en matière fiscale.

Des pourparlers sont en cours pour trouver une solution acceptable pour les deux parties.

4.3 Le transfert des bénéfices vers la Suisse

Le 21 décembre 2012, on pouvait y lire dans un communiqué de la déclaration de Berne:³⁷

« Jusqu'à quand la Suisse sera-t-elle complice du pillage des ressources ? »

La déclaration de Berne (DB) soupçonne les entreprises de matières premières de transférer les bénéfices « étrangers » réalisés dans les pays producteurs et exportateurs, riches en ressources naturelles vers la Suisse pour bénéficier d'une imposition faible.

La DB ajoute que :

« Les bénéfices des sociétés jouissant d'un statut fiscal spécial proviennent de l'étranger, puisqu'elles doivent réaliser au moins 80% de leur chiffre d'affaires hors de Suisse pour bénéficier d'un tel statut. En clair, il s'agit de substance fiscale soustraite aux endroits où ils sont produits, et rapatriés en Suisse pour y être imposés à des taux réduits. »³⁸

Pour justifier la perte de cette substance fiscale (le bénéfice) des pays d'extraction et de production, elle explique dans ces communiqués que cela est notamment dû à la construction particulière du système fiscal qui viserait à privilégier l'imposition des entreprises de matières premières.

Le privilège, s'il est avéré, fait référence aux régimes fiscaux cantonaux, ce qui ferait de la Suisse une zone à faible fiscalité pour les entreprises actives dans le commerce de matières premières.

Du côté des pays de production et d'extraction, ce sont principalement des pays en développement qui sont concernés par cette problématique, car c'est souvent dans ces pays que l'on trouve les principales réserves importantes de matières premières.

³⁷GUENIAT, Marc. *Jusqu'à quand la Suisse sera-t-elle complice du pillage des ressources?* Déclaration de Berne [en ligne]. 21.12.2012

http://www.evb.ch/cm_data/10434165.pdf (consulté le 15 avril 2013)

³⁸GUENIAT, Marc. *Jusqu'à quand la Suisse sera-t-elle complice du pillage des ressources ?* Déclaration de Berne [en ligne]. 21.12.2012

http://www.evb.ch/cm_data/10434165.pdf (consulté le 15 avril 2013)

En effet, les statistiques disponibles montrent que les matières premières viennent des pays en développement (59% des minerais, 63% du charbon et 64% du pétrole).³⁹

La perte des recettes fiscales, si elle est avérée, préoccupe les ONG et certains gouvernements, car pour un bon nombre de ces pays les matières premières représentent une source importante de revenus pour le bon fonctionnement de leur économie. En effet, les statistiques montrent que 100 pays en développement gagnent 50% de leurs revenus grâce à l'exploitation des matières premières sur un total de 151 pays.⁴⁰

En termes de chiffres, par exemple pour la Zambie, il s'agirait d'un manque à gagner en recettes fiscales de deux milliards de dollars chaque année⁴¹, ce qui représente d'après l'Association SWISSAID:⁴²

« *Soit un dixième de son produit intérieur brut.* »⁴³

Dans cette étude, nous allons nous intéresser uniquement à la critique fiscale relative aux transferts des bénéfices provenant de l'exploitation des matières premières. Dans ce but, nous allons analyser dans la partie suivante l'imposition des entreprises en Suisse.

³⁹ Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.21-22

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

⁴⁰ Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.21-22

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

⁴¹ SWISSAID. *Le secteur des matières premières en Suisse doit prendre ses responsabilités* [en ligne]. 17.01.2013

<http://www.swissaid.ch/fr/transparence-matieres-premieres> (consulté le 28.02.2013)

⁴² SWISSAID : Une ONG Suisse active dans le développement

⁴³ SWISSAID. *Le secteur des matières premières en Suisse doit prendre ses responsabilités* [en ligne]. 17.01.2013

<http://www.swissaid.ch/fr/transparence-matieres-premieres> (consulté le 28.02.2013)

5. Fiscalité des entreprises en Suisse

5.1 Définition de la notion de l'impôt

5.1.1 Xavier Oberson

Il importe auparavant de s'entendre sur la notion de l'impôt.

Selon le professeur Xavier Oberson, l'impôt est défini comme étant:

« Une contribution versée par un particulier à une collectivité publique pour participer aux dépenses résultant des tâches générales dévolues à cette dernière en vue de réaliser le bien commun. »⁴⁴

5.2 Rôle de l'impôt

L'impôt joue des rôles tels que :

- Ressource financière pour l'état
- Pour couvrir les besoins de bases des citoyens

Déjà en 1789, la nécessité de prélever des impôts était inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen au sens l'article 13 :

5.2.1 La Déclaration des droits de l'homme

« Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés. »⁴⁵

Les prélèvements de l'Etat constituent le moyen de lever des ressources financières pour couvrir leurs dépenses et financer les services publics qu'utilisent habituellement les personnes physiques et les personnes morales.

⁴⁴ « Droit fiscal suisse », OBERSON, Xavier, Helbling & Lichtenhahn, d.2007, 4^{ème} éd, p.4, note 5.

⁴⁵ Assemblée nationale. *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789* [en ligne], <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/dudh/1789.asp> (consulté le 15 mars 2013)

5.3 Le système fiscal suisse

Le système fiscal est fortement influencé par la structure confédérale de la Suisse, ce qui signifie que trois niveaux d'autorités fiscales coexistent et perçoivent l'impôt des contribuables. Les personnes physiques et les personnes morales⁴⁶ sont donc taxées à ces trois échelons d'autorités:

- 1 Au niveau fédéral (impôt fédéral)
- 2 Au niveau cantonal (impôt cantonal)
- 3 Au niveau communal (impôt communal)

5.3.1 La Confédération

Au niveau fédéral, la Constitution est la source primaire du droit fiscal qui encadre et définit les compétences de la Confédération en matière d'impôt. Elle ne peut prélever que ce qui est prévu par la constitution fédérale.

La Loi sur l'impôt fédéral direct du 14 décembre 1990 (LIFD) (RS. 642.11) régit aussi les impôts perçus par la Confédération.

5.3.2 Les Cantons

Les cantons souverains disposent d'une grande autonomie en matière d'impôt, mais dans les limites définies par la constitution, et pour tous les impôts qui ne sont pas déléguées à la Confédération.⁴⁷

La Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes du 14 décembre 1990 (LHID) (RS. 642.14), régit les impôts perçus par les cantons et les communes.

Enfin, la Suisse en tant qu'une Confédération de cantons souverains, les cantons ont leur propre législation cantonale.

Dans le canton de Genève c'est la Loi sur l'imposition des Personnes morales du 23 septembre 1994 (LIPM) (RSG/D/3/15) qui a cours.

⁴⁶ Nous n'aborderons dans cette étude que l'impôt sur les personnes morales

⁴⁷ Art. 3 Constitution fédérale de Confédération suisse du 18 avril 1999. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html> (consulté le 20 février 2013)

5.3.3 Les Communes

Les communes prélèvent aussi des impôts. Ceux-ci sont généralement représentés en pourcentage de l'impôt cantonal.

5.4 Assujettissement

En droit interne, sont assujetties à l'impôt de manière illimitée⁴⁸ les entreprises résidentes qui ont leur siège en Suisse.⁴⁹

L'impôt sur les sociétés s'applique, pour ces différents types de sociétés :

- Les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés en commandite par actions, les sociétés anonymes et les sociétés coopératives
- Les autres personnes morales, les associations et les fondations.

Nous analyserons ci-après le cas des sociétés anonymes.

5.5 Catégories d'impôt sur les entreprises

Dans le cas d'un assujettissement illimité l'entreprise est soumise à:

- L'impôt sur le bénéfice au plan fédéral
- L'impôt sur le bénéfice au plan cantonal et communal
- L'impôt sur le capital au plan cantonal et communal uniquement

A Genève, les entreprises s'acquittent aussi de la taxe professionnelle communale d'après la Loi générale sur les Contributions Publiques du canton de Genève (LCP)⁵⁰.

Nous nous limiterons dans cette étude à analyser l'impôt sur le bénéfice des sociétés anonymes en excluant l'analyse de l'impôt sur le capital et la taxe professionnelle communale.

⁴⁸ Nous ne traiterons pas des cas d'assujettissement limité qui sont applicables dans les rapports internationaux.

⁴⁹ Art 20 alinéa 1 de la LHID (RS. 642.14), art. 50 de la LIFD (RS. 642.11) et art. 2 de la LIPM (R/SGD/3/15)

⁵⁰ Art 301 LCP al.1, (RS/GE/D/3/05)

5.6 L'impôt sur le bénéfice des sociétés anonymes

En principe, pour le taux d'imposition sur le bénéfice les règles suivantes prévalent en la matière, selon les législations :

1. Au niveau fédéral :

Le taux d'imposition prélevé est de 8.5% sur le bénéfice.⁵¹

2. Au niveau cantonal et communal :

Toutes les législations cantonales prévoient aussi un impôt sur le bénéfice et le taux d'impôt diffère dans les cantons.

La législation cantonale genevoise indique un taux cantonal de base de 10% pour les sociétés de capitaux.⁵²

5.6.1 Les centimes additionnels à Genève

D'autres éléments sont rajoutés à l'impôt de base, notamment des centimes additionnels. Il se situe au niveau cantonal à 88.5% du montant de l'impôt cantonal de base sur le bénéfice.⁵³

Les communes prélèvent des centimes additionnels, mais seulement sur le 80% du montant de l'impôt cantonal de base sur le bénéfice. Le taux diffère d'une commune à l'autre et est fixé par la commune de résidence de l'entreprise et se situe à 45.50% dans la commune de Genève.⁵⁴

Les 20% restants du montant de l'impôt cantonal de base sur le bénéfice sont destinés à un fonds de péréquation. Le taux se situe à 44.5% pour le fonds de péréquation.⁵⁵

⁵¹ Art 68 de la LIFD, (RS. 642.11)

⁵² Art. 20 LIPM, (RSG/D/315). Récupéré de http://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/rsg_d3_15.html (consulté le 10.03.2013)

⁵³ Art 4 let. a, Loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève, (D3/70). Récupéré de <http://www.ge.ch/legislation/rsg/main.html> (consulté le 10.04.2013)

⁵⁴ Voir annexe 1 : Les taux d'impôt sur le bénéfice à Genève de l'administration fiscale genevoise. (D.3.05.30)

⁵⁵ Voir annexe 1 : Les taux d'impôt sur le bénéfice à Genève de l'administration fiscale genevoise

5.6.2 Le calcul de l'impôt total sur le bénéfice à Genève

Nous avons calculé à la page suivante l'impôt sur le bénéfice au niveau fédéral, cantonal et communal effectivement dû par l'entreprise ordinaire A SA dans la ville de Genève.

Le bénéfice net imposable se monte à 750'000.- CHF en 2012.

Avec le calcul de l'impôt à la page suivante nous obtenons un impôt total de 239'100.- CHF.

Tableau 1
Calcul de l'impôt fédéral, cantonal et communal 2012

L'impôt fédéral 2012 :

Impôt sur le bénéfice				
Impôt sur le bénéfice	1	750'000	8.50 %	63'750.00
Réduction pour participations	2		%	
TOTAL				63'750.00

- L'impôt cantonal/communal 2012 :

	Réf.	Base de calcul	Communes	Jours	Taux	Total
Impôt sur le bénéfice						
Impôt cantonal						
Impôt sur le bénéfice	1	750'000			10.00 %	75'000.00
Réduction pour participations	8				%	
Sous-total						75'000.00
Centimes additionnels	2	75'000.00			88.50 %	66'375.00
						141'375.00
Impôt communal						
Centimes additionnels	3	60'000.00	6621 Genève		45.50 %	27'300.00
Fonds de péréquation	4	15'000.00			44.50 %	6'675.00
Sous-total						33'975.00
Réduction de la charge fiscale	9					
Total						175'350.00

6. Imposition réduite des entreprises en Suisse

6.1 Les différents statuts fiscaux spéciaux en Suisse

En pratique, il ressort du droit suisse qu'il existe des statuts fiscaux accordés à certaines catégories de personnes morales sous certaines conditions⁵⁶. Ces statuts fiscaux sont de la compétence des cantons.

De plus, selon une étude publiée par KPMG en 2010, les entreprises qui bénéficient d'une taxation privilégiée sont, notamment des⁵⁷

- Sociétés de holding⁵⁸
- Sociétés de domicile
- Sociétés auxiliaires, de base ou mixtes
- Sociétés principales/commissionnaires⁵⁹

Ces termes et leur définition diffèrent d'un canton à l'autre. Par exemple à Genève, les sociétés de domiciles et les sociétés mixtes sont regroupées sous le nom de sociétés auxiliaires.

A noter aussi que chaque statut fiscal est lié à certaines conditions et les lois cantonales offrent des avantages fiscaux qui varient selon le type de statuts fiscaux accordés à l'entreprise.

Nous nous limiterons à analyser le statut de société auxiliaire à Genève. Nous allons d'abord le définir et à la fin voir les avantages que ce statut offre.

⁵⁶ Art 28 al 2 LHID, (RS. 642.11)

⁵⁷ KPMG [en ligne].

Récupéré de <https://ge.ch/ecoguichetpmeppi/sites/default/files/events/Girod.pdf> (consulté le 10.03.2013)

⁵⁸ Société de holding : Des sociétés qui gèrent des participations et qui n'ont pas d'activité commerciale en Suisse. Art. 28 al. 2 LHID, (RS. 642.14)

⁵⁹ Société principales/commissionnaires « une société suisse principale achète et vend des produits à l'étranger au travers d'agents locaux (des commissionnaires) ». Art. 5 al 5 et 6 M-OCDE
<https://ge.ch/ecoguichetpmeppi/sites/default/files/events/Girod.pdf> (consulté le 10.03.2013)

6.2 Le statut de société auxiliaire à Genève

6.2.1 Définition de la société auxiliaire à Genève

On entend par une société auxiliaire une société de capitaux ou une coopérative qui exerce essentiellement ses activités commerciales à l'étranger. Elle achète et vend en grande majorité à l'étranger sans que cela ne touche le territoire suisse, mais opère aussi sur le territoire helvétique.

6.2.2 Base légale de la société auxiliaire

Le droit suisse prévoit au sens de l'article 28 alinéa 4 de la LHID et 23 alinéa 1 LIPM le statut de société auxiliaire à des entreprises sous deux conditions de fonds (en gras) :

- Article 28 alinéa 4 LHID

*« Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives dont l'activité **commerciale est essentiellement orientée vers l'étranger** et qui n'exercent en **Suisse qu'une activité subsidiaire**, paient l'impôt sur le bénéfice conformément à l'al. 3. Les autres recettes de source étrangère, mentionnées à l'al. 3, let. c, sont imposées selon l'importance de l'activité commerciale exercée en Suisse. »*

- Article 23 alinéa 1 LIPM

*« Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives et les fondations qui ont en Suisse une activité administrative, mais pas d'activité commerciale, de même que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives dont l'activité **commerciale est essentiellement orientée vers l'étranger** et qui n'exercent en **Suisse qu'une activité subsidiaire**, paient l'impôt sur le bénéfice comme suit :*

a) le rendement des participations de l'article 21, ainsi que les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation provenant de ces participations sont exonérés de l'impôt;

b) les autres recettes de source suisse sont imposées selon le barème ordinaire;

c) les autres recettes de source étrangère sont imposées selon le barème ordinaire, en fonction de l'importance de l'activité administrative, respectivement commerciale, exercée en Suisse. »

6.2.3 Les conditions de fonds : « essentiellement » et « subsidiaire »

Pour résumer les deux articles réunissent deux conditions de fonds suivantes qui sont importantes pour pouvoir prétendre au statut de société auxiliaire.

Les conditions sont les suivantes :

- Activité commerciale essentiellement orientée vers l'étranger
- Activité subsidiaire en Suisse

Il faut:⁶⁰

- Recevoir 80% au moins des recettes et 80% au moins des dépenses de l'étranger
- La société a une activité commerciale limitée à 20% en Suisse.

En outre, on constate que dans les lettres a, b et c de l'article 23 alinéa 1 LIPM, on ne traite pas de la même façon :

- Les bénéfices de source étrangère
- Les bénéfices de source suisse

Pour cette raison, dans la pratique, l'entreprise qui bénéficie d'un tel statut doit isoler et faire apparaître clairement les différentes sources de revenus et de dépenses selon leurs provenances.

6.2.4 Les données sur les sociétés auxiliaires

Les données sur les sociétés auxiliaires sont limitées et il n'existe pas de liste de l'administration fiscale fédérale ou cantonale qui recense les sociétés bénéficiant d'un tel statut.

Pour cette raison, nous allons nous baser sur l'étude Créa, institut de recherche macroéconomique d'HEC Lausanne. L'institut a été mandaté par le Conseiller d'Etat

⁶⁰LPG Genève Fiduciaire. *La société auxiliaire* [en ligne].
<http://www.lpg-fiduciaire-de-suisse.ch/constitution-societe-auxiliaire-suisse.html> (consulté le 01.05.2013)

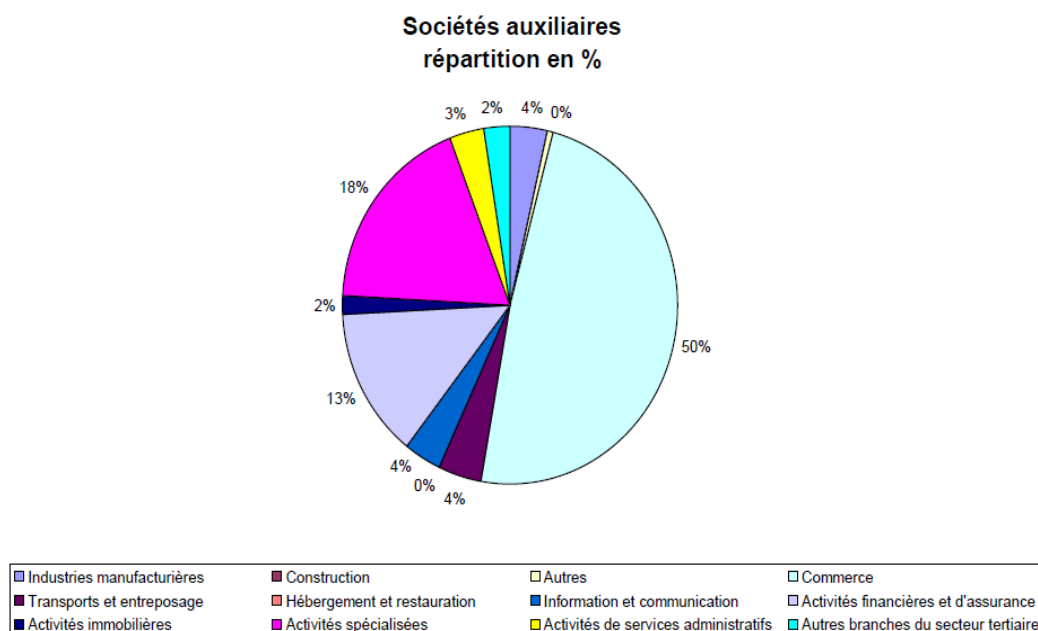
Pierre-Francois Unger, pour effectuer une étude sur les sociétés auxiliaires et les sociétés liées à celles-ci.

Cette étude montre qu'en 2008:⁶¹

- 1 Les sociétés auxiliaires et les sociétés liées à celles-ci s'élèvent à 1081 à Genève
- 2 Les sociétés auxiliaires sont au nombre de 945 à Genève et elles sont surtout actives dans le secteur tertiaire
- 3 Les sociétés auxiliaires sont surtout présentes dans le commerce avec un taux de 48.8%
- 4 Dans le commerce, on retrouve des sociétés ayant des activités de trading⁶² à hauteur de 2.6%, ce qui représente 25 sociétés sur le total des sociétés auxiliaires.

Le graphique ci-dessous montre la part des sociétés auxiliaires dans les différents secteurs.⁶³

Figure 4
Les sociétés auxiliaires à Genève



⁶¹ Institut Créa. *Sociétés auxiliaires et sociétés liées impactes directs et indirects induit sur l'économie genevoise* [en ligne]. 06.2012
http://www.ge.ch/conseil_etat/2009-2013/communiques/doc/20121011-annexe3.pdf (consulté le 05.04.2013)

⁶²Trading= Terme utilisé pour désigner le négoce de matières premières

⁶³ Le graphique se trouve en format plus grand annexe 3

On peut constater que la Suisse n'applique pas une politique sectorielle destinée aux seules entreprises de matières premières. Ce statut fiscal est présent autant dans l'industrie chimique que dans le commerce de détail comme le montre l'étude de l'institut Créa.

Ce constat est aussi confirmé par le rapport du gouvernement sur les matières premières qui souligne que la Suisse :

«Ne pratique en principe pas de politique économique sectorielle.»⁶⁴

6.3 Exemple dans le canton de Genève

L'entreprise C SA est une entreprise basée à Genève active dans le commerce de pétrole. Elle a réalisé un bénéfice net imposable de 685'060 CHF en 2011.

Par la lettre du 25 janvier 2007, le canton accorde à la société le statut de société auxiliaire pour une durée de 5 ans (voir annexe 2).

Nous avons supposé que la société a obtenu un renouvellement du statut pour l'année 2011 et pour une durée de 5 ans.

6.3.1 Impôt sur le bénéfice de la société auxiliaire

D'après le statut fiscal accordé à la société, l'imposition à Genève s'effectue de la manière suivante :

- Les revenus de source suisse sont taxés dans leur totalité.
- Les produits de l'activité commerciale sur les marchandises de source étrangère sont imposés uniquement qu'à concurrence de 20%.
- Les intérêts et produits qui sont des créances contre des tiers à l'étranger sont taxés qu'à concurrence de 15%.

En ce qui concerne le taux d'imposition, le statut énonce que le bénéfice est imposé selon l'article 20 LIPM, c'est-à-dire au taux de cantonal de base de 10%.

⁶⁴ Confédération suisse. Départements fédéraux des affaires étrangères, des finances et de l'économie. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.1 <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30130.pdf> (consulté le 12 avril 2013)

6.3.2 Répartition des charges et produits selon leur provenance

On constate dans le tableau 1 que la société exerçait une partie de ses activités en Suisse et à l'étranger en 2011.

Comme expliqué précédemment au point 6.2.3, on considère qu'une activité commerciale est essentiellement orientée à l'étranger lorsque l'entreprise réalise au moins 80% de ses revenus et dépenses à l'étranger. En outre, elle doit réaliser seulement 20% de ses revenus et dépenses sur le territoire helvétique.

Dans notre cas les pourcentages de revenus et des charges sont respectés, en effet, environ 99.97% de ses produits et 99.95% de ses charges viennent de l'étranger en 2011.

La répartition du résultat imposable a abouti dans le tableau 1 de la page suivante.

En ce qui concerne les bénéfices :

- Le bénéfice de source suisse se monte à 70 CHF
- Le bénéfice total de source étrangère se monte à 684'990 CHF.

Comme l'indique le statut de l'entreprise, le bénéfice de 684'990 CHF est imposé uniquement qu'à concurrence de 20%. Nous obtenons un bénéfice taxable de 136'998 CHF qui sera ajouté au bénéfice de source suisse de 70 CHF. Au total le bénéfice net imposable au niveau cantonal se monte à 137'068 CHF.

Enfin, le montant de l'impôt payé par la société auxiliaire C SA sera donné au point 6.3.3 en comparaison avec une entreprise ordinaire (B SA). Cependant, pour le détail des calculs voir l'exemple donné sur la société A SA qui se trouve au point 5.6.2.

Tableau 2
Répartition des charges et produits en 2011

C SA			
Répartition des produits	Source suisse	Source étrangère	Total
	CHF	CHF	CHF
Chiffres d'affaires	1'800	1'440'000	1'441'800
Prix de revient	1'430	135'000	136'430
Marge brute	370	1'305'000	1'305'370
Frais de vente	10	1'000	1'010
Total des produits	360	1'304'000	1'304'360
Pourcentages par activité	0.028%	99.972%	100%

Répartition des charges	Source suisse	Source étrangère	Total
	CHF	CHF	CHF
Intérêts	130	3'000	3'130
Frais d'administration	150	21'000	21'150
Frais divers	2	14'000	14'002
Amortissements	0	96'000	96'000
Frais de publicité	0	3'500	3'500
Frais généraux divers	8	56'000	56'008
Différence de change	0	5	5
Pertes sur client	0	192'000	192'000
Assurances	0	16'000	16'000
Frais de litiges	0	26'000	26'000
Fourniture entrepôt	0	182'505	182'505
Autres charges d'exploitation	0	9'000	9'000
Total des charges	290	619'010	619'300
Pourcentages par activité	0.047%	99.953%	100%
Résultat par activité	70	684'990	685'060
Bénéfice total			685'060

Résumé de la répartition :

- Le bénéfice de source suisse se monte à 70.- et imposé entièrement
- Le bénéfice de source étrangère se monte à 684'990.- mais nous obtenons un bénéfice imposable de 136'998.-

6.3.3 Comparaison 2011

Bénéfice net imposable de 685'060 CHF en 2011 de l'entreprise B SA et C SA. ⁶⁵

Tableau 3
Comparaison de l'impôt sur le bénéfice en 2011

Comparaison		
Impôt sur le bénéfice	Société ordinaire B SA	Société auxiliaire C SA
	CHF	CHF
<i>Impôt fédéral</i>	58'225	58'225
<i>Impôt cantonal de base</i>	68'506	13'706.8*
<i>Centimes additionnels cantonaux</i>	60'628	12'131
<i>Centimes additionnels communaux</i>	24'936	4'989
<i>Fonds de péréquation</i>	6'097	1'220
Total	218'392.05	76'564.70

En conclusion, la société ordinaire paie un impôt de 218'392.05 CHF, alors que la société auxiliaire seulement un impôt de 76'564.70 CHF.

⁶⁵ Voir l'exemple au point 5.6.2 pour les taux de l'impôt fédéral, cantonal et les centimes additionnels.

***Rappel** calcul de l'impôt de base pour la société auxiliaire : $((68'4990 \times 20\%) + 70) \times 10\% = 13'706.8$ CHF

7. Comparaison internationale

7.1 Imposition ordinaire des entreprises

Sur le plan uniquement fiscal, il existe diverses études, établies par les cabinets KPMG, PWC et par l'institut de recherches économiques suisse Basel Economics AG (BAK) évaluant l'attractivité fiscale de divers pays.

A titre d'exemple, nous allons nous baser sur le classement publié en 2012 de BAK⁶⁶ qui se trouve à la page suivante.

Du fait de la structure confédérale suisse, ce sont les cantons qui sont représentés dans la figure 5 et pas la Suisse. On peut noter dans cette figure que le niveau d'imposition effectif des entreprises dans les cantons apparaît largement en dessous par rapport à de nombreux pays étrangers.

7.1.1 La position des cantons suisses dans le classement mondial

Dans l'ensemble, on constate que 9 cantons suisses occupent la tête de ce classement.

En première position, les cantons de Nidwald et Appenzell. Ils sont suivis par les d'Obwald (11.1%), Schwyz (11.6%) et Zoug (13%).

Genève présente un taux de 21.5% et se situe dans cette enquête parmi les cantons suisses avec le plus haut taux d'imposition des entreprises.

Le canton est notamment devancé par Dublin (14.1%) et par Prague (16.2%).

7.1.2 Hong-Kong et Singapour

Toutefois, il ressort de l'étude que d'autres pays excellent aussi dans le domaine de l'imposition des entreprises.

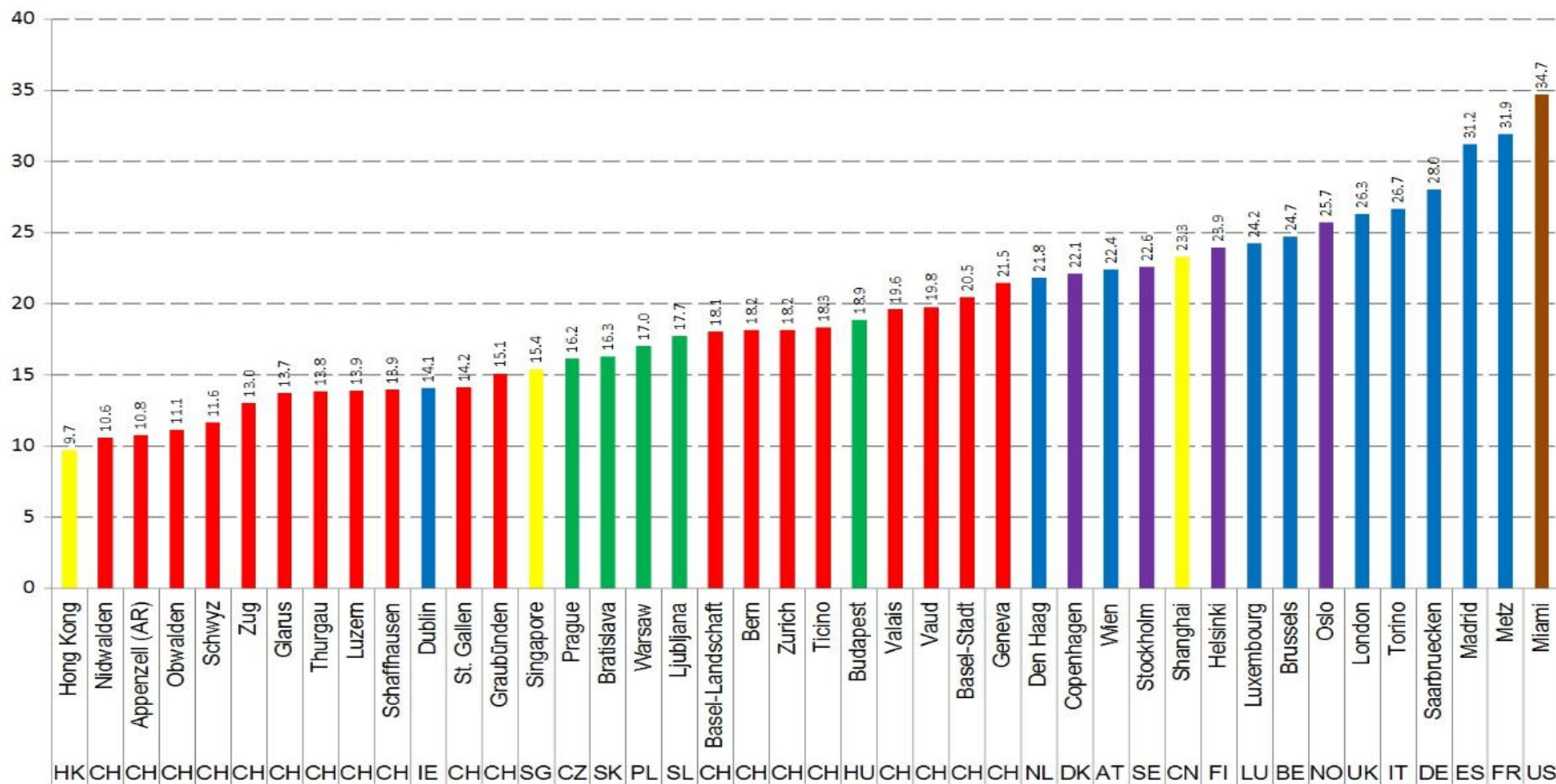
Parmi les principales villes retenues, en tête du classement se trouve Hong-Kong avec un taux de 9.7%.

Une autre ville figure dans les 10 premières positions: Singapour (15.4%).

⁶⁶Basel Economics AG [en ligne].

http://www.baktaxation.ch/media/BakDownloadStucktur/Updates%20Bak%20Taxation%20Index/2011_international/3_Oeffentliches_Executive_Summary_BAK_Taxation_Index_2011_E.pdf
(consulté le 26 Février 2013)

Figure 5
Classement mondial des pays en 201



7.2 Les pratiques fiscales dans les pays étrangers

Il faut aussi relever que dans les faits, bien que tous les regards soient tournés vers la Suisse, le traitement fiscal allégé de certains types d'entreprises est loin de la concerner uniquement. En effet, d'autres pays proposent des traitements similaires.

En février 2013, l'étude de l'association des banques vaudoises produit un inventaire des diverses pratiques et systèmes fiscaux en vigueur au sein de l'Union européenne. Cette étude confirme qu'il existe des pays aussi attractifs que la Suisse.⁶⁷

On peut lire dans le communiqué de cette étude :

« Premier constat: de nombreux pays appliquent des taux d'imposition différenciés selon des critères spécifiques tels que l'industrie ou la taille de l'entreprise. Cette étude révèle et met en lumière les multiples systèmes fiscaux existant dans les pays de l'UE, ce qui reflète l'autonomie de ces pays dans la détermination de leurs lois et pratiques fiscales. »

Par ailleurs, le rapport met aussi en évidence qu'il existe dans plus de la moitié des pays européens des pratiques « extraordinaires » et des impositions privilégiées, qui leur permettent de donner un avantage à certains types d'entreprises.

*« Force est de constater que les pays de l'UE sont un vivier d'idées audacieuses en matière fiscale et qu'ils font montre d'une grande créativité. 26 pays sur 36 appliquent des taux d'impôt sur le bénéfice différents selon les régions, les caractéristiques et les formes légales de l'entité (special purpose vehicle, SPVs), le type d'activité, le type de revenus, la taille de l'entreprise ou l'importance de son profit. »*⁶⁸

⁶⁷ Association vaudoise des banques. *Fiscalité : deux poids, deux mesures entre l'Union européenne et la Suisse* [en ligne]. <http://www.banques-finance-vaud.ch/images/stories/docs/Communique-Presses-AVB-long-FR.pdf> (consulté le 19.04.2013)

⁶⁸ Association vaudoise des banques. *Fiscalité : deux poids, deux mesures entre l'Union européenne et la Suisse* [en ligne]. <http://www.banques-finance-vaud.ch/images/stories/docs/Communique-Presses-AVB-long-FR.pdf> (consulté le 19.04.2013)

Fin avril 2013, dans son rapport sur les matières premières, le Conseil fédéral relève aussi que la Suisse n'est pas le seul pays à avoir des dispositions fiscales favorables aux entreprises de matières premières.

A titre d'exemple, nous pouvons citer :

1. Grande-Bretagne
2. Pays-Bas
3. Singapour.

7.2.1 Grande-Bretagne, Pays-Bas et Singapour

1. Grande-Bretagne:

La Grande-Bretagne réduit le taux d'imposition des entreprises et met en place un système de « Boîte ».

« Il faut relever que la Grande-Bretagne mène une campagne dynamique, pour ne pas dire agressive, visant à attirer un grand nombre d'entreprises y compris celles basées en Suisse. Elle réduit le taux légal et introduit, nouvellement dès 2013, un système de box permettant un traitement fiscal de certaines activités « éligibles » de manière extrêmement favorable (10%) et ceci en accord avec sa législation nationale. »⁶⁹

2. Pays-Bas

Le taux d'imposition se situe de 5 à 15% pour les entreprises de matières premières.⁷⁰

3. Singapour

Singapour présente aussi des avantages pour les sociétés de négoce de matières premières avec un taux d'imposition de 5 à 10 %.⁷¹

⁶⁹ Association vaudoise des banques. *Fiscalité : deux poids, deux mesures entre l'Union européenne et la Suisse* [en ligne]. <http://www.banques-finance-vaud.ch/images/stories/docs/Communique-Presse-AVB-long-FR.pdf> (consulté le 19.04.2013)

⁷⁰ Confédération suisse. Départements fédéraux des affaires étrangères, des finances et de l'économie. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.18 <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12 avril 2013)

⁷¹ Confédération suisse. Département fédérale des affaires étrangères, des finances et de l'économie. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.17

7.3 Hypothèse concernant le niveau d'imposition faible en Suisse

Si l'on cherche à comprendre les raisons d'une imposition faible en Suisse, on peut trouver diverses explications, notamment la suivante :

Dans son livre « *Banques les raisons de lutter, lettre ouverte au peuple Suisse* », Mme Marie-Hélène MIAUTON explique, notamment que :

« Nos dépenses publiques, qui conditionnent les impôts, sont vouées à rester raisonnables puisqu'elles sont placées sous l'étroite surveillance du peuple. »⁷²

Elle ajoute que :

« C'est donc à la sagesse de notre démocratie directe que nous devons des finances publiques saines et des impôts raisonnables. »

C'est la bonne situation financière de la Suisse en comparaison avec des pays étrangers qui lui permet d'avoir une fiscalité supportable pour les entreprises.

Le taux d'endettement de la Suisse se situe à un niveau nettement inférieur par rapport à certains pays européens, parfois fortement endettés. Leur déficit les contraint à augmenter leur niveau d'imposition pour faire face aux charges de la dette. Tandis que ces dernières années, les comptes de la Confédération se sont clôturés avec des excédents. En effet, de par sa bonne gestion la Suisse avait un excédent en 2011 de 1.9 milliards ainsi qu'un excédent 1.26 milliards de francs suisses en 2012.⁷³

Ces résultats sont le reflet d'une finance saine et cela lui permet de maintenir un taux d'imposition plus favorable que certains pays.

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12 avril 2013)

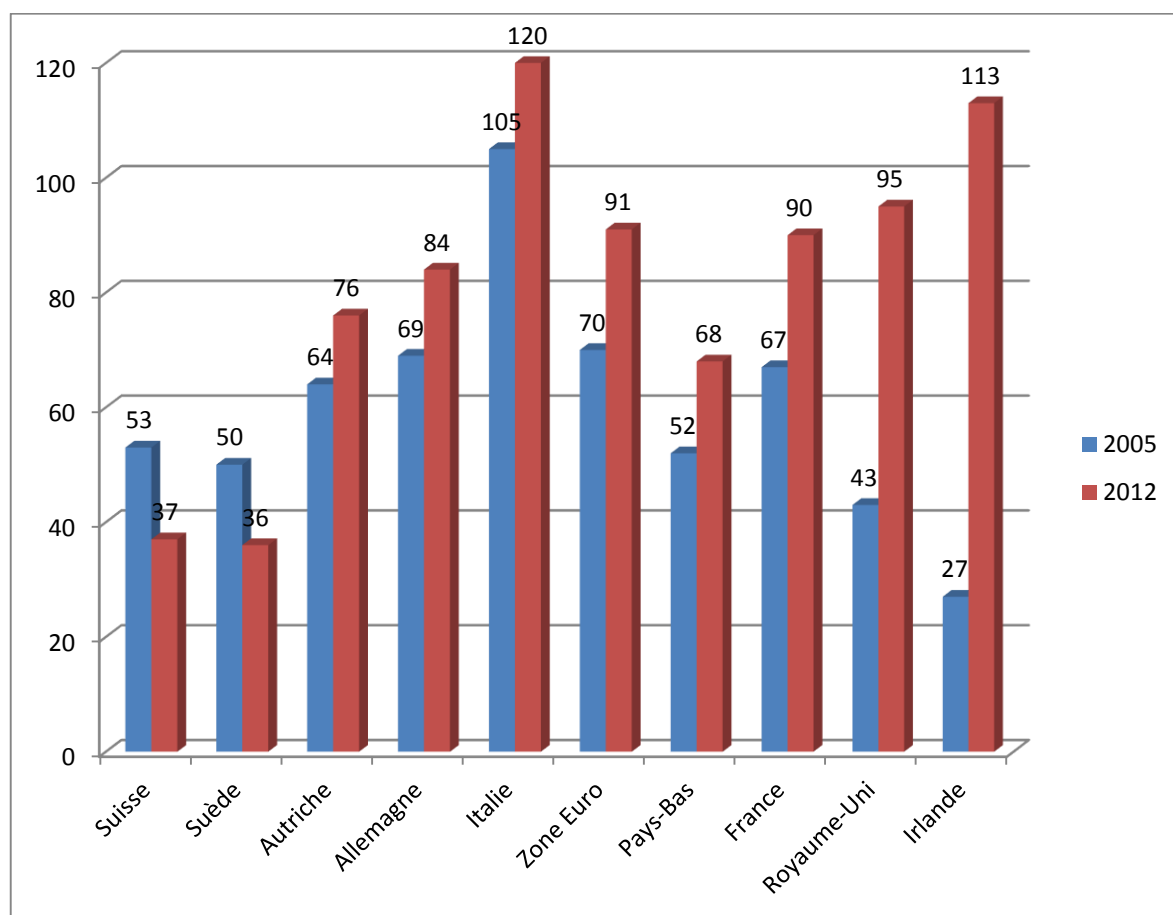
⁷² « Banques suisses, les raisons de lutter, lettre ouverte au peuple Suisse ». MIAUTON Marie-Hélène, éditeur : Slatkine, 192 pages, Genève, 20.10.2012.

⁷³ Confédération suisse [en ligne].

http://www.efv.admin.ch/f/downloads/finanzberichterstattung/rechnung/2012/RG12_Band_1_f.pdf (consulté le 20.04.2013)

Ci-dessous une comparaison internationale de l'endettement en % du PIB dans la figure 6⁷⁴.

Figure 6
Comparaison internationale de l'endettement en % du PIB



⁷⁴ Confédération suisse [en ligne].
http://www.efv.admin.ch/f/downloads/publikationen/broschueren/Leporello_Schuldenbremse_f_lnt.pdf (consulté le 01.08.2013)

8. Synthèse

Dans le débat sur les transferts des bénéfices vers les zones à fiscalité favorable des entreprises de matières premières, l'objectif de cette étude était de vérifier si les allégations suivantes étaient justifiées ou non:

4. La Suisse est complice du pillage des ressources naturelles des pays en développement, de par sa manière de procéder dans le traitement fiscal des bénéfices « étrangers »
5. La Suisse, Etat au cœur de l'Europe, applique une politique fiscale sectorielle destinée aux entreprises de négoce de matières premières
6. La Suisse, plus permissive que les autres pays.

8.1 La Suisse, pays complice du pillage des ressources naturelles ?

Nous avons pu constater par l'analyse de l'imposition des entreprises au point 6, que les statuts fiscaux existent en Suisse.

Le régime de société d'auxiliaire à Genève confère fiscalement des avantages pour une entreprise de négoce de matières premières et ne traite pas de la même façon le bénéfice de source « suisse » et « étranger ».

De ce fait, si l'on se réfère aux critiques, il ne s'agit donc pas seulement d'une perception des opposants aux entreprises de négoce de matières premières et aux statuts fiscaux, en effet, une entreprise paie moins d'impôts sur les bénéfices lors de l'octroi du statut de société auxiliaire.

Pourtant, nous devons néanmoins admettre que la tendance actuelle à penser que la Suisse contribue au pillage des ressources naturelles, pour motif qu'elle dispose de statuts fiscaux dans ses législations fiscales, reste infondée à notre sens et comporte des faiblesses.

Les pays en développement, où sont retirées les matières premières, sont, du fait du retrait de ces matières premières, majoritairement responsable, car la perte de cette substance fiscale (le bénéfice), si elle est avérée, est aussi due par les contrats négociés entre les entreprises et les gouvernements locaux des pays d'extractions.⁷⁵

⁷⁵ Entretien téléphonique avec une ONG. 10.03.2013

Lors d'entretien avec une organisation non gouvernementale, nous avons été informés que les contrats sont une pratique courante dans le commerce de matières premières. Ils confèrent des avantages aux entreprises, mais sont néanmoins défavorables aux pays où sont retirées les matières premières, parce que la valeur à laquelle les matières premières ont été évaluées et acquises dans les pays d'extraction et de production, est trop faible pour laisser un bénéfice taxable.

Le fait que de tels contrats ont déjà été négociés sans que la Suisse ait pris part dans les négociations constitue un argument non négligeable.⁷⁶ Le problème est donc que les pays devraient se défendre sur le prix d'extraction et devraient négocier en amont avec les entreprises.

Il va de soi que le commerce va là où il trouve son intérêt et tout ne peut donc pas se réduire aux statuts fiscaux en vigueur en Suisse.

Le Conseil fédéral renvoie aussi d'abord à une approche selon laquelle « la responsabilité principale » dans le problème que pose le secteur des matières premières revient en premier lieu à l'Etat d'extraction.

« la responsabilité principale du respect des lois et des standards incombe en principe à l'Etat du lieu d'extraction des matières premières...»⁷⁷

Ces Etats ont la responsabilité de s'efforcer à veiller au respect de leurs lois et à celui de leurs législations de sorte que les entreprises s'acquittent correctement des impôts.

Cependant, le Conseil fédéral reconnaît que les pays en développement n'ont pas souvent les mécanismes nécessaires pour faire respecter leurs lois et obliger les entreprises à payer ce qu'elles doivent.⁷⁸

« Les Etats fragiles ou qui connaissent des conflits n'ont souvent pas les capacités nécessaires pour remédier eux-mêmes à la situation. »

⁷⁶ Entretien téléphonique avec une ONG. 15.05.2013)

⁷⁷ Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.3
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

⁷⁸ Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.3
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

C'est pourquoi la Suisse encourage le développement et la mise en œuvre d'initiatives et de standards internationaux et apporte son soutien à divers instruments de promotion d'une gestion d'entreprise responsable »

Pour cette raison la Suisse s'est fortement engagée dans plusieurs instruments volontaires internationaux qui démontrent de façon évidente la volonté du gouvernement suisse de s'aligner aux mesures internationales existantes pour soutenir le développement des pays. Parmi ceux-ci, la Suisse soutient l'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction (ITIE), depuis 2009.

« Le Conseil fédéral est favorable à une transparence accrue en ce qui concerne les flux financiers entre les entreprises d'extraction de matières premières et les organes étatiques. C'est pourquoi il participe activement à l'incitative pour la transparence dans les industries d'extraction (ITIE) et préconise à ce titre la publication de tels transferts. »⁷⁹

L'ITIE, lancée en 2003, publie une norme mondiale pour accroître la transparence des revenus faits par les entreprises d'extraction des ressources naturelles aux Etats. Les entreprises publient un certain nombre d'informations, telles que les montants des impôts payés dans les divers Etats où elles déploient leur activité.⁸⁰

Une fois que les informations sont correctement publiées, elles permettraient de s'en servir, notamment pour les raisons suivantes:⁸¹

- Pour lutter contre les transferts des revenus
- Pour permettre aux populations locales d'accéder aux informations.

⁷⁹ Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.3

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

⁸⁰EITI [en ligne].

<http://eiti.org/fr/litie> (consulté le 10 mars 2013)

⁸¹ EITI [en ligne]

<http://eiti.org/fr/litie> (consulté le 10 mars 2013)

8.2 La Suisse applique-t-elle une politique sectorielle ?

Non, la Suisse a mérité sa prospérité dans ce secteur, sans mener de politique sectorielle, mais en s'appuyant sur ses valeurs et sur ses conditions-cadres applicables à toutes les entreprises. De plus, c'est aussi grâce à sa bonne gestion et à sa situation financière saine que la Suisse peut maintenir un faible taux d'imposition des entreprises.

Cette deuxième allégation est donc infondée, car nous avons pu montrer que plusieurs multinationales sont concernées par la possibilité d'obtenir le statut de société auxiliaire, et pas uniquement les entreprises actives dans le commerce de matières premières, pour autant que les ratios d'octroi soient remplis.

Rappelons-nous encore que le développement historique des entreprises de matières premières en Suisse montre que les entreprises qui bénéficient d'un statut fiscal spécial ont grandi sur le territoire helvétique et ne proviennent pas toutes de l'étranger à cause des conditions fiscales favorables.

A noter aussi que même si la Suisse est un lieu d'implantation attractif en matière fiscale les entreprises ne cherchaient pas forcément à l'investir pour payer moins d'impôts. En 2011, elles étaient aussi attirées vers d'autres pays malgré le taux élevé d'imposition. Ce fut le cas, notamment de la France (voir annexe 4).⁸²

Pour rappel, elles viennent en Suisse aussi car notre pays possède un ensemble d'atouts tels que :

1. Un environnement juridique, politique et économique stable
2. Le savoir-faire des banques spécialisées dans le financement du secteur
3. La forte présence des sociétés de shipping et de certification
4. Une bonne qualité de vie
5. La disponibilité de compétences hautement formées et spécialisées (par exemple : Master en commodity trading à Genève).

⁸² Ernst et Young. *Les 10 premières destinations européennes des investisseurs étrangers par projet en 2011* [en ligne].
[http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Attractivite_de_la_France_2012/\\$FILE/Attractivite_de_la_France_2012.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Attractivite_de_la_France_2012/$FILE/Attractivite_de_la_France_2012.pdf) (consulté le 10.05.2013)

8.3 La Suisse, plus permissive que les autres pays ?

Dans les recherches effectuées, nous avons démontré qu'il est faux de penser que la Suisse est la seule à posséder une fiscalité faible et des dispositions fiscales qui favorisent certains types d'entreprises, on en trouve aussi dans certains pays européens.

Nous avons pu aussi constater que cela ne se limite pas aux pays européens, mais que d'autres pays étrangers disposent d'une fiscalité favorable aux entreprises de matières premières, notamment Singapour (voir 7.2).

Il faut admettre que ces mêmes pratiques en vigueur dans les autres pays peuvent aussi inciter les entreprises à transférer leur bénéfice vers leur territoire.

9. Conclusion

La Suisse subit d'énormes pressions dans le commerce de matières premières, principalement des organisations non gouvernementales et de certains Etats étrangers. Nous avons pu démontrer que les allégations principales traitées dans cette étude sont infondées.

Face à ces critiques, si la Suisse décide de renoncer à ses statuts fiscaux il est évident qu'il faut que ce soit dans le but de réellement « moraliser »⁸³ l'ensemble des entreprises de matières premières dans le monde et pas seulement les entreprises basées en Suisse.

Cependant, à notre sens, l'approche qui consiste à céder aux pressions internes et externes ne serait pas un choix judicieux tant que tous les autres pays ne modifient pas leurs spécificités fiscales applicables aux entreprises. Cela ne servirait à rien si la Suisse est le seul pays à mettre en place et à modifier ses spécificités, car les bénéfices seraient transférés vers d'autres pays.

Dans une interview, Robert-Philippe Bloch, président de l'Association vaudoise des banquiers (AVB), affirme:

*"Il faut cesser de s'auto flageller et exiger préalablement une mise en conformité de tous les pays membres avant d'enjoindre la Suisse à respecter le 'Code de conduite.' »*⁸⁴

Pour cela la Suisse devrait mettre en évidence les pratiques des autres pays en matière d'imposition des entreprises.

L'Association Swiss Respect, qui défend les intérêts de la Suisse, ajoute que :

*« Nos autorités doivent défendre nos conditions-cadres et adopter une attitude similaires à celles du Luxembourg et de l'Autriche par exemple qui protègent leurs avantages aussi longtemps que l'UE ne parviendra pas à obtenir l'égalité de traitement et la réciprocité de la part des pays tiers. »*⁸⁵

⁸³ « Banques suisse, les raisons de lutter, lettre ouverte au peuple Suisse ». MIAUTON, Marie-Hélène, éditeur : Slatkine, 192 pages, Genève, 20.10.2012

⁸⁴Ats. Des banques critiquent les régimes fiscaux. 20 minutes [en ligne]. 22.03.2013 <http://www.20min.ch/ro/economie/news/story/24740981> (consulté le 01.04.2013)

⁸⁵Swiss Respect [en ligne]. 07.2012 <http://www.swissrespect.ch/> (consulté le 10 février 2013)

Notre façon de faire est légale, et, pour cette raison nos autorités doivent défendre nos conditions-cadres et montrer les actions que la Suisse entreprend au niveau international pour aider les pays en développement.

9.1 Les raisons de lutter

Pour terminer, il est important d'identifier les raisons de lutter pour défendre le secteur des matières premières en Suisse.

Les raisons principales que nous avons identifiées sont :

1. C'est une partie de notre histoire
2. Le secteur participe à la création d'emplois
3. Le secteur apporte des ressources via les impôts
4. Conserver ce savoir-faire sur le territoire helvétique.

Il a fallu à la Suisse plus de 100 ans pour forger sa réputation de plaque tournante dans le négoce de matières premières.

10. Bibliographie

Les livres :

«SWISS TRADING SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières ». Déclaration de Berne (Éd.), deuxième édition, 359 pages, Lausanne, avril 2012

«Droit fiscal suisse », OBERSON, Xavier, Helbling & Lichtenhahn, d.2007, 4^{ème} éd, p.4, note 5.

« Banques suisses, les raisons de lutter, lettre ouverte au peuple Suisse ». MIAUTON Marie-Helène, éditeur : Slatkine, 192 pages, Genève, 20.10.2012.

Constitution fédérale de Confédération suisse du 18 avril 1999

La Loi fédérale sur l'impôt Fédéral Direct du 14 décembre 1990 (RS 642.11)

La Loi fédérale sur l'Harmonisation des impôts Directs des cantons et des communes du 14 décembre 1990 (RS 642.14)

La Loi fédérale sur l'imposition des Personnes Morales du canton de Genève du 23 septembre 1994 (RS/GE/D/3/159)

Loi établissant le budget administratif de l'état de Genève (D3/70)

Loi générale sur les Contributions Publiques du canton de Genève (D/3/05)

Les rapports en ligne :

SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières*. Rapport daté du 03.2013. P.14. http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15.05.2013)

Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.8 <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2013).

GTSA. *Le secteur des matières premières et son financement*. 12.06.2012 http://www.swissbanking.org/fr/20120612-Praesentation_Zukunftselemente-Thomann_d.pdf (Consulté le 15 mai 2013)

Bak Basel Economics. *Le commerce suisse*. P.19 http://www.bakbasel.com/downloads/services/reports_studies/2011/facts_figures_schweizer_handel_fr.pdf (consulté le 10 janvier 2013)

Banque Nationale Suisse. *Balance suisse des paiements*. Rapport daté de 2010. P.11 http://www.snb.ch/fr/mmr/reference/balpay_2010/source (consulté le 10 janvier 2013)

Confédération Suisse. Département fédéral des affaires étrangères. *La Suisse et le négoce de matières premières : Enjeux économiques et financiers*. 27.03.2013 <http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/dossier/rohsto/eco.html.html> (consulté le 10.04.2013)

SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières*. Rapport daté du 03.2013. P.16. http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15.05.2013)

SwissBanking. *La Suisse, place de négoce de matières premières*. Rapport daté du 03.2013. P.6. http://shop.sba.ch/999930_f.pdf (consulté le 15.05.2013)

Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières* [en ligne]. Rapport daté du 27.03.2013. P.12
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières*. Rapport daté du 27.03.2013. P.21-22
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières*. Rapport daté du 27.03.2013. P.21-22
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

Institut Créa. *Sociétés auxiliaires et sociétés liées impactes directs et indirects induit sur l'économie genevoise*. 06.2012. http://www.ge.ch/conseil_etat/2009-2013/communiqués/doc/20121011-annexe3.pdf (consulté le 05.04.2013)

Confédération suisse. Départements fédéraux des affaires étrangères, des finances et de l'économie. *Rapport de base : matières premières*. Rapport daté du 27.03.2013. P.1
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30130.pdf> (consulté le 12 avril 2013)

Association vaudoise des banques. *Fiscalité : deux poids, deux mesures entre l'Union européenne et la Suisse*. <http://www.banques-finance-vaud.ch/images/stories/docs/Communique-Presse-AVB-long-FR.pdf> (consulté le 19.04.2013)

Confédération suisse.
http://www.efv.admin.ch/f/downloads/finanzberichterstattung/rechnung/2012/RG12_Band_1_f.pdf (consulté le 20.04.2013)

Confédération suisse. *Rapport de base : matières premières*. Rapport daté du 27.03.2013. P.3
<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf> (consulté le 12.04.2012)

Les sites internet :

The Global Financial Centres Index 12. <http://www.longfinance.net/Publications/GFCI%2012.pdf> (consulté le 5 janvier 2013)

Attac Suisse. <http://www.suisse.attac.org/La-multinationale-suisse-Glencore> (consulté le 20 janvier 2013)

Charte de la Havane. http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/havana_f.pdf (consulté le 10 février 2013)

Handelszeitung <http://www.handelszeitung.ch/top-2012> (consulté le 15 2013)

Déclaration de Berne. <http://www.evb.ch/fr/p5512.html> (consulté le 15 mars 2013)

Suisse Attac. *Non au sommet mondial des matières premières*. 04.02.2013
<http://www.suisse.attac.org/Appel-a-manifester-le-17-4-a> (consulté le 15 mars 2013)

Confédération suisse. Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales. *Fiscalité des entreprises : dialogue avec l'UE*.
<http://www.sif.admin.ch/themen/00502/00759/00853/index.html?lang=fr> (consulté le 20.05.2013)

SWISSAID. *Le secteur des matières premières en Suisse doit prendre ses responsabilités.*
<http://www.swissaid.ch/fr/transparence-matieres-premieres> (consulté le 28.02.2013)

Assemblée nationale. *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.*
<http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/dudh/1789.asp> (consulté le 15 mars 2013)

Confédération suisse. Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales. *Fiscalité des entreprises : dialogue avec l'UE.* 17.05.2013
<http://www.sif.admin.ch/themen/00502/00759/00853/index.html?lang=fr> (consulté le 20.05.2013)

SWISSAID. *Le secteur des matières premières en Suisse doit prendre ses responsabilités.*
.17.01.2013
<http://www.swissaid.ch/fr/transparence-matieres-premieres> (consulté le 28.02.2013)

Genève. <https://ge.ch/ecoguichetpmpmi/sites/default/files/events/Girod.pdf> (consulté le 10.03.2013)

Basel Economics AG.
http://www.baktaxation.ch/media/BakDownloadStucktur/Updates%20Bak%20Taxation%20Index/2011_international/3_Oeffentliches_Executive_Summary_BAK_Taxation_Index_2011_E.pdf (consulté le 26 Février 2013)

EITI. <http://eiti.org/fr/litie> (consulté le 10 mars 2013)

Ernst et Young. *Les 10 premières destinations européennes des investisseurs étrangers par projet en 2011.*
[http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Attractivite_de_la_France_2012/\\$FILE/Attractivite_de_la_France_2012.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Attractivite_de_la_France_2012/$FILE/Attractivite_de_la_France_2012.pdf) (consulté le 10.05.2013)

Swiss Respect. <http://www.swissrespect.ch/> (consulté le 10 février 2013)

Les articles électroniques :

VOIBLET, Claude-Alain Les Blogs [en ligne]. 10.12.2012. <http://claud-voiblet.blog.24heures.ch/> (consulté le 15 janvier 2013)

ROSSIER, Roland. *Londres perd pieds.* Tribune de Genève. 28.08.2012.

ALLEN, Matt. *La vraie valeur de l'industrie du négoce.* Swissinfo.ch. 20.09.2012
http://www.swissinfo.ch/fre/economie/La_vraie_valeur_de_lindustrie_du_negoce.html?cid=33547182&autoplay=yes (consulté le 03.03.2013)

BESSON, Sylvain. *Les pressions de l'UE menacent le paradis du négoce.* Le Temps. 27.08.2012.
http://www.letemps.ch/Page/Uuid/3518abf6-efba-11e1-8bdb-e94a7ecbe188/Les_pressions_de_lUE_menacent_le_paradis_du_n%C3%A9goce (consulté le 20.02.2013)

GUENIAT, Marc. *Jusqu'à quand la Suisse sera-t-elle complice du pillage des ressources ?*
Déclaration de Berne. 21.12.2012. http://www.evb.ch/cm_data/10434165.pdf (consulté le 15 avril 2013)

Ats. *Des banques critiquent les régimes fiscaux.* 20 minutes. 22.03.2013
<http://www.20min.ch/ro/economie/news/story/24740981>

Annexe 1

Taux d'impôt et centimes additionnels sur le bénéfice



Administration fiscale cantonale

Sociétés de capitaux et sociétés coopératives

Impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôt sur le bénéfice							
Taux de l'impôt de base	10%	10%	10%	10%	10%	10%	10%
Centime additionnels cantonal	88.5	88.5	88.5	88.5	88.5	88.5	88.5
Centime additionnel spécial	1	1	1	1			
Centimes additionnels communaux	voir page suivante						
Fonds de péréquation	44.5	44.5	45	44.5	44.5	44.5	44.5
Impôt sur le capital							
Taux de l'impôt de base							
- bénéfice imposable	0.18%	0.18%	0.18%	0.18%	0.18%	0.18%	0.18%
- pas de bénéfice imposable	0.20%	0.20%	0.20%	0.20%	0.20%	0.20%	0.20%
Centime additionnels cantonal	77.5	77.5	77.5	77.5	77.5	77.5	77.5
Centime additionnel spécial	1	1	1	1			
Centimes additionnels communaux	voir page suivante						
Fonds de péréquation	44.5	44.5	45	44.5	44.5	44.5	44.5



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Département des finances

Administration fiscale cantonale

Sociétés de capitaux et sociétés coopératives

Impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital

Centimes additionnels communaux		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Codes	Communes							
6601	Aire-la-ville	50	50	50	50	50	50	50
6602	Anières	34	34	34	33	33	33	33
6603	Avully	51	51	51	51	51	51	51
6604	Avusy	50	50	50	50	50	50	50
6605	Bardonnex	42	42	41	40	40	41	41
6606	Bellevue	43	43	43	43	43	42	42
6607	Bernex	48	48	48	48	48	48	48
6608	Carouge	39	39	39	39	39	39	39
6609	Cartigny	43	43	41	41	41	41	41
6610	Céligny	33	33	33	33	33	33	33
6611	Chancy	51	51	51	51	51	51	51
6612	Chêne-Bougeries	34	34	34	34	34	34	34
6613	Chêne-Bourg	46	46	46	46	46	46	46
6614	Choulex	46	44	44	44	44	44	44
6615	Collex-Bossy	46	46	46	46	46	46	46
6616	Collonge-Bellerive	30	30	30	30	30	30	30
6617	Cologny	31	31	31	31	31	31	31
6618	Confignon	47	47	47	47	47	47	47
6619	Corsier	36	35	35	35	35	35	35
6620	Dardagny	48	48	48	48	48	48	48
6621	Genève	45.5	45.5	45.5	45.5	45.5	45.5	45.5
6622	Genthod	30	30	25	25	25	25	25

Annexe 2

Statut de société auxiliaire

AFC
Affaires fiscales
Case postale 3037
1211 Genève 3

Réf. :
Dossier traité par :
Vitél

Genève, le 25 janvier 2007

Concerne

Maîtres,

Par lettre du 26 septembre 2006, vous avez sollicité en faveur de la société mentionnée en référence, l'application des règles d'imposition relatives aux **sociétés auxiliaires** qui exercent leur activité à l'étranger dans une mesure prépondérante [art. 23 de la loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM)].

La société a pour but : « **Le commerce de matières premières, en particulier de pétrole** ».

Dans les strictes limites de ce but, respectivement de l'activité effective telle que décrite dans vos courriers complémentaires du 27 décembre 2006, la société sera soumise au régime fiscal déterminé par les dispositions qui suivent

I. IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE

1. Sont exemptés de l'impôt sur le bénéfice

- a) les dividendes et autres produits de participations qui ont nature de distribution de bénéfices.
- b) les produits provenant de la renonciation à l'exercice de droits préférentiels de souscription.
- c) les bénéfices provenant de la réalisation (aliénation, échange, ravalement comptable, gains de change, etc.) de participations financières détenues à titre durable.

AFC - Hôtel des Finances - Rue du Stand 26 - 1204 Genève
Tél. +41 (22) 327 58 98 • Fax +41 (22) 327 55 97 • www.geneve.ch

Revenus de source étrangère, en général

Les produits de l'activité commerciale, de l'exploitation de droits immatériels (brevets, licences, etc.) et de la fourniture de prestations de services (assistance technique et administrative, gestion fiduciaire, etc.) sont taxés à hauteur de 20% lorsqu'ils proviennent de l'étranger

Sont réputés de source étrangère :

- le produit de l'activité commerciale portant sur des marchandises ou des biens achetés et vendus à l'étranger

le produit de l'activité commerciale portant sur le négoce de pétrole acheté et/ou vendu à des sociétés suisses au bénéfice d'un statut type auxiliaire aux conditions suivantes

- les marchandises ou les biens en question ne transitent pas par la Suisse, ni se trouvent en Suisse au moment de l'achat ou de la vente.
- chacune des opérations effectuées avec des sociétés domiciliées en Suisse soit clairement identifiée et ressorte, d'une manière agrégée, du tableau de répartition des diverses sources de profits et charges nécessaires à l'application du présent statut fiscal.
- le détail de ces opérations (identité des contreparties, montant transactions par contreparties) soit en outre remis à l'appui de la déclaration fiscale lors de chaque exercice.
- des attestations récentes des administrations fiscales en charge de l'imposition des contreparties fiscalisées en Suisse, confirmant que ces dernières sont au bénéfice d'un statut fiscal cantonal au sens des dispositions de l'article 28 alinéas 3 et 4 de la loi sur l'harmonisation des impôts directs (LHID), soient remises à notre administration avec le dépôt de la déclaration d'impôt de la société.

- le produit de l'exploitation de droits immatériels à l'étranger,

- la rémunération pour les prestations de services accomplies à l'étranger en faveur de tiers;

- les commissions pour l'exercice d'une activité fiduciaire admise par le fisc au profit d'un résident étranger pour un résultat atteint avec une contrepartie étrangère;

- les commissions usuelles résultant d'opérations portant sur des immeubles à l'étranger; la notion d'immeubles a le sens que lui reconnaît la législation fiscale du pays concerné.

- les honoraires, commissions et autres produits perçus par la société lorsque le mandant, client ou contrepartie à qui ils sont débités, est domicilié hors de Suisse, à la condition que l'activité qui génère ses recettes soit déployée depuis l'étranger

Revenus financiers de source étrangère

Les intérêts et produits analogues provenant de créances contre des tiers résidant à l'étranger sont taxés à hauteur de 15%.

Les intérêts et produits analogues provenant de créances contre des sociétés apparentées (sociétés incluses dans le périmètre de consolidation dont relève la société suisse) étrangères sont taxés à concurrence de 2,5%.

3. Imposition ordinaire

Les revenus de source suisse autres que ceux visés sous chiffre I. 1., y compris les produits liés à l'exportation de prestations de service ainsi que les intérêts et produits analogues provenant de créances contre des tiers ou des sociétés apparentées résidant en Suisse, sont soumis à l'impôt sur le bénéfice dans leur intégralité et au taux ordinaire.

Par ailleurs, les produits de l'activité commerciale, provenant de transactions avec des sociétés établies en Suisse pour lesquelles des attestations ne peuvent pas être produites ainsi qu'avec des sociétés qui ne bénéficient pas d'un statut fiscal de société auxiliaire ou équivalent, sont également imposés selon le barème ordinaire.

II. IMPOT SUR LE CAPITAL

1. Taux de l'impôt

Le capital et les réserves sont imposés conformément à l'article 33 LIPM, centimes additionnels cantonaux et communaux non compris.

2. Répartition

Si la valeur comptable des participations et des créances liées non commerciales est égale ou supérieure à 20% de la valeur comptable de l'ensemble des actifs, le taux de l'impôt sur le capital est réduit à 0,3%, centimes additionnels cantonaux et communaux non compris, pour la partie du capital et des réserves calculée proportionnellement à la valeur comptable des participations et des créances liées non commerciales par rapport à la valeur comptable de l'ensemble des actifs.

III. DIVERS

1. Taux de l'impôt sur le bénéfice

Le bénéfice est imposé conformément à l'article 20 LIPM, centimes additionnels cantonaux et communaux non compris.

2. Pertes et moins-values sur participation

Les pertes sur participations détenues à titre durable (dépréciation, pertes de change) ne sont pas prises en compte dans la détermination du bénéfice imposable.

3. Charges

Des comptes distincts seront tenus pour chaque catégorie de revenus à laquelle devront être imputés les frais d'acquisition qui lui sont directement liés.

Si les frais ne peuvent être imputés directement à une catégorie de revenus, la répartition doit s'effectuer de la manière suivante

Activité financière

- a) Les charges financières sont réparties proportionnellement aux valeurs comptables des participations, des actifs financiers et des autres actifs.
- b) Une part des frais généraux fixée à 5% est attribuée à tous les revenus financiers sous réserve de la justification de frais effectifs supérieurs ou inférieurs.

Activité commerciale

Les soldes de charges financières et de frais généraux sont répartis proportionnellement aux diverses catégories de revenus.

4. Activités de services en faveur de sociétés du groupe auquel se rattache la société genevoise

Il est rappelé que les prestations de services fournies à des sociétés du groupe auquel se rattache l'établissement genevois doivent générer une marge bénéficiaire au moins égale à 5% de leur coût.

5. Marge

Les marges calculées dans les opérations d'achats et de ventes entre les sociétés du groupe ne devront pas être inférieures à celles pratiquées envers d'autres sociétés tierces.

6. Réserves prévues par les conventions contre la double imposition

Si la société se prévaut d'une convention internationale contre la double imposition qui exige l'application du droit commun pour en bénéficier l'impôt est perçu au taux ordinaire sur les revenus concernés.

7. Durée

Ce régime fiscal est valable pour une durée de 5 ans dès la période fiscale 2006. Il pourra être renouvelé sur demande à la lumière des conditions de fait et de droit qui prévaudront à son échéance.

Toutefois, une reconsidération de ce régime fiscal est possible en tout temps, dans la mesure où l'activité effectivement déployée s'écarte de celle décrite dans vos courriers précités, ce dont vous voudrez bien, cas échéant, nous informer.

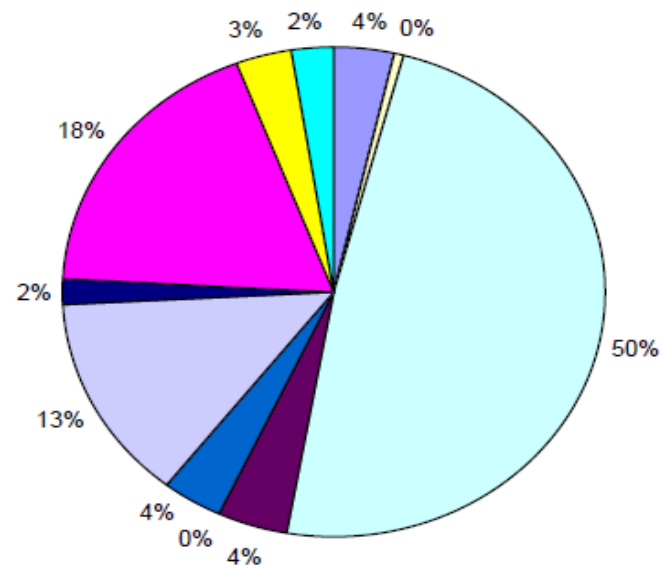
Les soussignés restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer.

Veuillez recevoir, Maîtres, nos meilleures salutations.

Annexe 3

Les sociétés auxiliaires à Genève

**Sociétés auxiliaires
répartition en %**



Industries manufacturières	Construction	Autres	Commerce
Transports et entreposage	Hébergement et restauration	Information et communication	Activités financières et d'assurance
Activités immobilières	Activités spécialisées	Activités de services administratifs	Autres branches du secteur tertiaire

Annexe 4

Les 10 premières destinations européennes des investisseurs étrangers en 2011

